

REVUE

D'HISTOIRE DU

BAS-SAINTE-LAURENT

VOLUME XIX, NUMÉRO 1 (48)

JANVIER 1996

6,95 \$



- Un passé mieux connu
- La maison Louis-Bertrand
- Les vieux moulins
- Le premier cinéma à Rimouski
- La rhétorique 1911-1912

**REVUE D'HISTOIRE
DU BAS-SAINT-LAURENT**

Publiée deux fois l'an par l'Université du Québec à Rimouski (le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDEQ) et le module d'histoire) en collaboration avec la Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent.

Fondée par M. Noël Bélanger en 1973

Comité de rédaction

GRIDEQ :

Paul LAROCQUE

Jean LARRIVÉE

Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent

Pierre COLLINS, secrétaire-archiviste

Graphiste :

Richard FOURNIER,

Service des communications

Photographe :

Jean-Luc THÉBERGE,

Service de l'informatique

Traitement de texte :

Jean Larrivée

Politique rédactionnelle

Les personnes intéressées à publier des articles, notes de recherche, notes biographiques ou comptes rendus peuvent faire parvenir leurs manuscrits ou disquettes en tout temps. Les textes devront être sur un format 8,5 x 11 à 1,5 interlignes avec un maximum de 15 pages.

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste pour publier dans la Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent. Le comité de rédaction peut, dans certains cas, assurer un support technique aux auteurs. Les textes sont lus par le comité et recommandés, selon le cas pour publication. Les auteurs demeurent cependant responsables du contenu de leurs textes. Une invitation cordiale est faite aux intéressés.

Dépôts légaux :

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN-0381-8454

Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent

Photographie de la page couverture :

Enlèvement de la neige rue Sainte-Cécile au Bic (collection L. P. Rioux)

Sommaire

REVUE D'HISTOIRE DU BAS-SAINT-LAURENT
Volume XIX numéro 1 (48) janvier 1996

	Page
Éditorial	2
Paul LAROCQUE	
Le Bas-Saint-Laurent, une région au passé mieux connu	3
Paul LAROCQUE	
La maison Louis-Bertrand de L'Isle-Verte. Le parfum tenace du XIX^e siècle ...	9
Michel LESSARD	
Patrimoine et culture locale : les vieux moulins	12
Max D'AMOURS	
Le patrimoine religieux : une véritable richesse collective dans le Bas-Saint-Laurent	18
Monique BOURGET	
La maison Letendre, un oasis de tranquillité au centre-ville	20
Nadine COULOMBE	
Le photographe L. O. Vallée plante le premier cinéma à Rimouski	21
Françoise VALLÉE	
Travailler dans le Bas-Saint-Laurent : les modifications de l'emploi de 1951 à 1981	24
Jean LARRIVÉE	
Chroniques rimouskoises : Conventum de la rhétorique 1911-1912 au Séminaire de Rimouski	28
Marcel LEBLANC	
La chasse aux loups-marins de Trois-Pistoles : de la construction d'une légende à un mythe de fondation	31
Luc SAVARD	
Vieux écrits : Supplément aux Rapports sur les comtés de Rimouski et de Matane (Arthur Buies)	36
Pierre COLLINS	
En bref	40
Paul LAROCQUE	
Des livres à lire!	41
Hélène LECLERC et Jean LARRIVÉE	

• Pour s'abonner à la Revue : (deux numéros par année)

Individu	14,00 \$
Individu (soutien)	20,00 \$
Institution	35,00 \$
Institution (soutien)	50,00 \$

Écrivez à : Pierre Collins UQAR
300, allée des Ursulines
Rimouski, Québec, G5L 3A1
418-723-1986 poste 1669

Éditorial

Rimouski? Bas-Saint-Laurent? Entre les deux notre coeur balance... D'un numéro à l'autre, nous cherchons à ménager un équilibre entre ces deux entités géographiques. Si la majorité de nos abonnés sont rimouskois, nous ne renonçons absolument pas à faire appel à des collaborateurs de tous les recoins du «Bas du Fleuve». Nous n'hésitons pas non plus à aborder occasionnellement diverses facettes de la vie d'autrefois en Gaspésie, où la Société historique a dû interrompre depuis deux ans, pour des raisons budgétaires, la publication de son magazine culturel.

Le prochain numéro de la Revue (juin 1996) fera toutefois exception à cette règle. De concert avec plusieurs autres intervenants, nous célébrerons alors le tricentenaire de l'arrivée d'un premier seigneur en sol rimouskois. Plusieurs personnes ont déjà commencé à aiguiser leurs crayons ou à «formater» leurs disquettes en vue de l'échéance du 15 février qui leur a été fixée. Certaines d'entre elles ont été l'objet de nos sollicitations alors que d'autres ont spontanément offert leur contribution. À tous et toutes, nous offrons nos remerciements anticipés. Le résultat de cette démarche en vaudra certes la peine : un cahier double, une présentation visuelle renouvelée, une abondante iconographie. Bon temps pour s'abonner!

Chemin faisant, il ne fallait pas négliger pour autant la préparation du présent numéro. Dans les pages qui suivent, le patrimoine régional occupe une place de choix. Depuis assez longtemps déjà, nous souhaitions présenter au grand public les deux sites remarquables que sont le moulin Massé de Saint-Hubert et la maison Louis-Bertrand de L'Isle-Verte. Grâce à Max D'amours et à Michel Lessard, ce voeu est maintenant réalisé. Signalons également les textes de Nadine Coulombe, de Monique Bourget et de Hélène Leclerc : la première nous conduit tout droit au centre-ville de Rimouski, la seconde propose une judicieuse réflexion ayant trait à l'avenir du patrimoine religieux régional et la troisième annonce qu'on peut désormais circuler à Cacouna en empruntant un circuit patrimonial haut en couleurs.

Il faut en convenir : même si les déficits budgétaires de l'État ont provoqué une série de coupures dans le vaste champ de la culture, de nouveaux projets voués à l'approfondissement et à la diffusion de connaissances relatives à notre passé collectif surgissent à chaque année. Dans un contexte à maints égards difficile, les historiens et historiennes ne désarment pas, il s'en faut de beaucoup. On peut en dire autant de notre population qui fréquente avec plus d'assiduité que jamais nos musées et centres d'interprétation, par exemple. Voilà une des conclusions à laquelle arrive le soussigné au terme d'un bref survol des réalisations les plus pertinentes des dernières années en matière d'histoire régionale. Nous venons par ailleurs d'apprendre que l'actuel ministre de l'Éducation vient de constituer un comité qui aura le mandat de formuler des recommandations visant à ménager une plus large place à l'enseignement de l'histoire aux niveaux primaire, secondaire et collégial. À une époque dominée par l'utilitaire et l'éphémère, il y a apparemment là de quoi se réjouir.

Les autres articles composant le présent numéro se caractérisent par leur diversité. Le séminaire de Rimouski, autrefois un pilier de la vie culturelle régionale, reprend momentanément vie sous la plume de Marcel Leblanc. Luc Savard, étudiant en histoire à l'UQAR, analyse les différentes versions d'une légende sur la chasse aux loups-marins à Trois-Pistoles. À partir de Toronto, Françoise Vallée nous propose un texte évoquant avec réalisme l'avènement du cinéma à Rimouski. Pierre Collins, toujours en quête de témoignages anciens, présente un document largement méconnu rédigé par Arthur Buies en 1890. Jean Larrivée, depuis peu auteur d'un second roman dont l'intrigue se dénoue en région (voir notre rubrique «Nouvelles brèves»), signe une analyse consacrée aux tendances de l'emploi en plus de porter à notre connaissance plusieurs écrits émanant de la belle région de Kamouraska.

Nous espérons que ce menu saura vous plaire.

Et maintenant, cap sur le tricentenaire rimouskois!

Paul Larocque,
pour Jean Larrivée et Pierre Collins,
membres du comité de rédaction et colporteurs.

Le Bas-Saint-Laurent, une région au passé mieux connu

PAUL LAROCQUE, PROFESSEUR
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

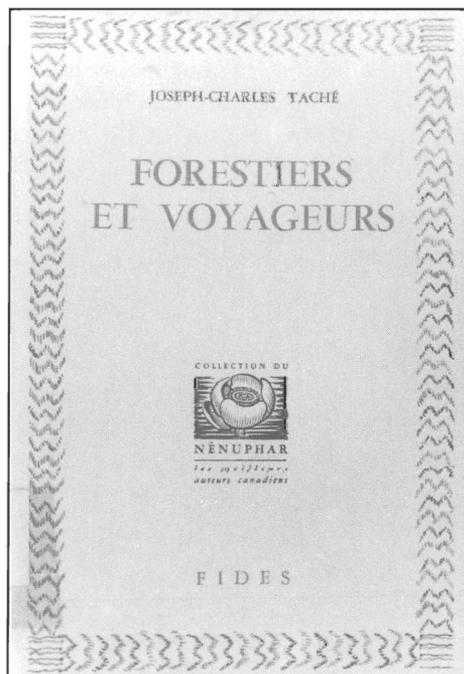
Depuis quelques années, nous disposons de plus solides repères pour interpréter l'histoire du Bas-Saint-Laurent. Une série de perceptions à moitié vérifiées ont cédé le pas à une vision plus nette découlant d'enquêtes minutieuses. Les années soixante-dix ont marqué, selon plusieurs, le début d'une transition majeure de l'évolution de nos connaissances. À peine quelques années auparavant, les spécialistes impliqués dans l'enquête conduite par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (1963-1966), recherche d'une envergure sans précédent, avaient été davantage galvanisés par l'idée de changement que par l'idée de continuité. Aujourd'hui encore, celui qui parcourt les volumineux rapports produits à cette occasion ne manquera pas de s'étonner devant le peu d'attention que leurs auteurs ont accordé à l'histoire. À leur décharge, ajoutons que l'histoire du Bas-Saint-Laurent, tout comme celle des autres régions québécoises, restait encore largement à écrire. Le corpus des connaissances disponibles demeurait très modeste et les rares chercheurs régionaux - tel l'abbé Alphonse Fortin, auteur en 1941 d'une série de conférences sur l'histoire des seigneuries du Bas-Saint-Laurent - oeuvraient dans un isolement quasi total. Il n'y a pas là de quoi étonner : à la fin des années cinquante, l'historiographie québécoise se confinait surtout à l'analyse de la vie politique et recrutait un nombre limité d'adeptes.

Précurseurs

Avant l'abbé Fortin, cependant, quelques esprits curieux avaient posé des jalons qu'il ne faut pas négliger. Au milieu du 19^e siècle, Joseph-Charles Taché, médecin à Rimouski et député du comté du même nom, a été à sa manière un observateur et un compilateur actif. Attentif à la transmission orale, il a su cueillir une série de contes et légendes témoignant de la perception qu'entretenaient ses contemporains de la vie de leurs ancêtres. Son oeuvre principale, **Forestiers et voyageurs** (1863), a été lue par plusieurs générations de Bas-Laurentiens. On constate aujourd'hui

diffusion. Le regretté Gilles Lamontagne a montré la place qu'il a prise dans les feuilletons littéraires des premiers journaux, notamment au cours des années vingt et des années trente de notre siècle : **Le Saint-Laurent**, **Le Progrès du Golfe**,¹ etc. Même si certains de ces récits ont depuis sombré dans l'oubli, plusieurs attirent encore de nos jours l'attention d'ethnologues sensibles au patrimoine immatériel et aux produits de l'imaginaire collectif. À travers eux, il est impossible d'oublier qu'une population largement analphabète a développé une culture orale et interrogé son passé, si épique qu'il puisse paraître aujourd'hui.

C'est à la fin du 19^e siècle que sont apparues les premières monographies paroissiales. Elles reposaient autant sur des souvenirs personnels que sur le dépouillement de documents et leurs auteurs visaient autant à édifier qu'à informer. Les Charles Guay (Rimouski) et Charles-Arthur Gauvreau (L'Isle-Verte et Trois-Pistoles) ont néanmoins popularisé dans notre région un genre littéraire qui connaît, aujourd'hui encore, la plus grande vogue. L'attrait qu'il continue d'exercer n'a rien d'étonnant : en France, on utilise le mot «pays» pour désigner l'espace habité le plus rapproché et le plus familier, celui à propos duquel les attaches sont les plus fortes. Ici comme ailleurs, l'intérêt manifesté pour ce qu'il est convenu d'appeler l'histoire régionale croît substantiellement dès qu'on se rapproche du «pays» ou si l'on préfère, de la localité à laquelle on aime s'identifier. Assez souvent toutefois, le miroir présenté aux populations locales a été déformant : les auteurs de



que Taché a eu une série d'émules, et que le légendaire régional a graduellement connu une large

monographies, souvent des curés exerçant un ministère paroissial, ont volontiers interprété l'histoire à la lumière des enseignements de l'Église. Dans la vallée de la Matapédia des années vingt, pour s'en tenir à ce seul exemple, les abbés Michaud, Bouillon et Beaupré ont projeté une vision providentielle destinée à rassurer un milieu en proie à des difficultés économiques génératrices d'exode. Depuis ce temps, les perspectives et les méthodes ont considérablement évolué. Lorsqu'il a écrit sur Matane en 1945, l'abbé Antoine Gagnon a accordé autant d'importance à l'évolution économique et aux institutions laïques qu'à la vie paroissiale et religieuse². Ce souci d'équilibre est encore plus manifeste de nos jours. Il va souvent de pair avec des recherches assez approfondies, même dans le champ de l'enquête orale, comme ce fut récemment le cas à Sayabec³.

Parallèlement à l'essor des monographies paroissiales, un autre genre littéraire s'est développé. Il a pris la forme d'une série de monographies peu sensibles à l'histoire mais souvent riches en informations sur la dynamique de peuplement des régions neuves du Québec. Plusieurs d'entre elles ont été au moins partiellement consacrées à l'évaluation du potentiel des zones de colonisation de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent : qu'on songe aux travaux de Stanislas Drapeau (1862), de Jean-Christophe Langelier (1884), d'Arthur Buies (1895), d'Eugène Rouillard (1899) ou d'Alfred Pelland (1914). Souvent appuyées sur des données géologiques, climatiques, démographiques et économiques, ces monographies ont posé les premiers jalons d'une géographie des régions. Mais elles procédaient aussi d'une intention commune pour le moins tendancieuse, comme l'a rappelé Gilles Sénécal : «...soutenir la colonisation et, par la même occasion, attirer les colons»⁴. Après 1914, les entreprises de colonisation ont cessé de faire l'unanimité dans la société québécoise et ce genre de recherche, qui se butait à plusieurs critiques, a disparu.

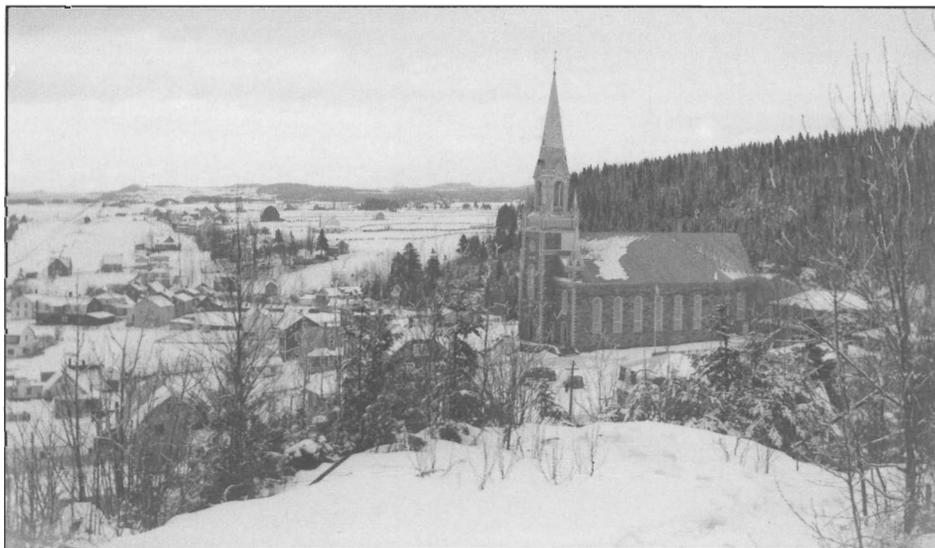
Il a fallu attendre les années trente pour que le géographe Raoul Blanchard propose une vision plus équilibrée des régions, vision susceptible de réconcilier l'histoire et la géographie à travers une imposante démarche qui lui aura fait parcourir, de 1930 à 1948, toutes les régions du Québec. Le petit ouvrage qu'il a consacré en 1935 au «rebord sud de l'estuaire», comme il aimait appeler la région, a présenté une première interprétation de l'histoire du Bas-Saint-Laurent. Cette analyse, conduite à l'emporte-pièce avec un sens inné de l'observation, comportait certaines failles plus apparentes aujourd'hui qu'hier. Inspirée par la stabilité des paysanneries européennes, elle sous-estimait notamment l'importance des facteurs de mobilité dans une société en voie de formation, à faible densité de population et encore peu enracinée. L'oeuvre pionnière de Blanchard a fait époque et même connu une longue postérité : des générations d'étudiants et d'étudiantes l'ont citée dans leurs travaux, faute d'alternatives⁵.

Après Blanchard la géographie n'a que rarement pris appui sur l'histoire, dans le Bas-Saint-Laurent comme ailleurs. On peut en dire autant de plusieurs secteurs en émergence dans le vaste champ des sciences humaines. En 1950, lorsqu'un jeune

sociologue du nom de Marcel Rioux a enquêté dans la paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs de L'Isle-Verte en vue de mieux saisir les facteurs de transition du milieu rural de cette époque, l'histoire n'a pratiquement pas servi de support à l'explication du présent : aucun document d'archives n'a été consulté; seule comptait l'observation directe, avec ses allusions rapides à un passé récent⁶. Un peu plus tard, comme nous l'avons déjà mentionné, d'ambitieuses études ont postulé la nécessité de faire table rase du passé. Suivant une perspective qui pourrait tenir dans le slogan «ici et maintenant», un régionyme neuf est entré dans le vocabulaire courant : l'Est du Québec. Cette situation allait se prolonger jusqu'au milieu des années quatre-vingt, jusqu'à ce que les Gaspésiens obtiennent, pour des motifs à la fois historiques et pratiques, un découpage administratif plus respectueux de leur identité.

Vers un enrichissement des connaissances

Retenons de tout ceci que la conscience historique régionale était peu alimentée et développée au tournant des années soixante-dix. Ce terrain encore en friches allait pourtant être l'objet d'un retournement majeur à un point tel qu'aujourd'hui, tenir ses



Le village du Bic (collection L. P. Rioux).

connaissances à jour représente un certain défi. Plusieurs exemples tirés d'écrits récents pourraient témoigner de la rapidité de cette évolution. En voici quelques-uns. Grâce aux patients travaux d'archéologues et d'anthropologues tels Pierre Dumais, Gilles Rousseau et Claude Chapdelaine, les frontières temporelles de l'occupation humaine du territoire ont considérablement reculé. Récemment encore, le plus ancien site amérindien connu et daté au Québec a été mis au jour à proximité de Rimouski, dans le cadre de fouilles de sauvetage⁷. Au terme d'une évolution aux contours encore imprécis, le monde amérindien allait éventuellement faire la rencontre d'hommes venus d'un lointain continent. En utilisant une approche imaginative combinant archéologie, ethnologie et histoire, Laurier Turgeon et son équipe ont montré que de tels contacts se sont produits en un lieu situé près d'ici, plus précisément sur l'île aux Basques en face de Trois-Pistoles⁸. Plus tard encore, la survie des populations autochtones allait être définitivement compromise par une irrésistible poussée de peuplement qui a entravé la poursuite d'activités traditionnelles comme la chasse et conduit à la création de réserves. C'est à l'historien Antonio Lechasseur que revient le mérite d'avoir tiré d'un oubli total la réserve malécite de Viger, ultime refuge d'une communauté qui allait bientôt s'éteindre⁹.

Nous connaissons mieux les caractéristiques les plus essentielles des premiers établissements créés sous le régime français à proximité du fleuve, malgré le caractère formel et souvent hermétique des rares sources disponibles. Alain Laberge a dû se révéler fin limier pour tracer avec une certaine précision le portrait de seigneuries du bout du monde, seigneuries dont personne ne voulait vraiment à l'exception d'une poignée d'authentiques habitants aux patronymes aujourd'hui familiers aux gens de L'Isle-Verte, de Trois-Pistoles et de Rimouski: les Côté, les Riou et les Lepage¹⁰. Avec le temps et surtout



Enlèvement de la neige rue Sainte-Cécile au Bic. On aperçoit à gauche la maison du photographe Rioux (collection L. P. Rioux).

après la conquête anglaise, ces «têtes de pont jetées sur le rivage» allaient graduellement s'élargir grâce au prolongement du chemin du Roi et aux tensions démographiques déjà apparentes dans plusieurs communautés littorales de la Côte-du-Sud. En misant cette fois sur une documentation plus diversifiée, Yvan Morin a récemment pu livrer au public un premier bilan de la dynamique de peuplement bas-laurentienne pour la période allant de 1790 à 1830. À travers les rapports de l'arpenteur-général Joseph Bouchette et les journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, pour ne mentionner que ces sources, il nous fait découvrir une région un peu moins pionnière, dont l'isolement est en partie rompu, et à laquelle le gouvernement central assigne même une fonction stratégique à titre de lien routier et postal entre les régions maritimes de l'est et le centre du Canada¹¹.

Plus on progresse ensuite dans ce 19^e siècle, plus nos connaissances croissent à un rythme quasi géométrique¹². Toute cette période a

bien sûr été celle de la diffusion initiale de l'imprimé, celle où des recensements ont été tenus avec beaucoup plus de régularité, celle où des institutions plus nombreuses et mieux établies ont secrété des documents plus fournis, celle où les vestiges de la civilisation matérielle ont été à la fois plus durables et plus abondants. Une société a pris forme, modelée par une série d'institutions dont la portée n'échappera à personne. L'ancien cadre seigneurial a cédé le pas à de nouveaux découpages : paroisses, commissions scolaires, municipalités, districts judiciaires, comtés, etc. Mieux policé et administré, le Bas-Saint-Laurent a de plus en plus cessé d'être un territoire du bout du monde. Peut-être a-t-il même connu au milieu de ce siècle une sorte d'âge d'or au plan des communications. À une époque où les grandes voies routières étaient rares, plusieurs, dont les chemins Kempt et Taché, l'ont traversé. En un temps où les quais en eau profonde étaient parcimonieusement distribués, la région a eu plus que sa part, bien avant la Gaspésie. Alors que le chemin de fer suffisait à lui seul à reconfigurer le

paysage économique, le Grand Tronc a fait de Rivière-du-Loup une tête de ligne ferroviaire dès 1860 et l'Intercolonial, un réseau d'envergure nationale, a prolongé la ligne en direction d'Halifax à compter de 1875.

Cette intégration du Bas-Saint-Laurent à un espace économique continental en voie de transformation rapide a cependant parfois pris une tournure inquiétante : l'entrée tardive du Québec dans le nouvel âge industriel n'a eu ici que de bien faibles échos, à l'exception de la région située entre Rivière-du-Loup et L'Isle-Verte. L'exploitation forestière n'a jamais atteint au 19^e siècle une envergure comparable à celle de régions telles l'Outaouais et même la Mauricie. Il semble que le modèle agro-forestier dont on a souligné le rôle dans la structuration du peuplement de la région du Saguenay n'a pas été un facteur important au 19^e siècle dans notre région. Le Bas-Saint-Laurent a donc cessé plus tôt qu'on ne l'avait cru d'attirer des migrants à partir de régions situées plus à l'ouest. Plusieurs ont pris le chemin de l'exode, particulièrement au cours de la période 1870-1890, au point d'enrayer totalement les effets de l'accroissement naturel de la population. La poussée du peuplement vers l'intérieur des terres a eu peu de profondeur, particulièrement à l'est de Rivière-du-Loup. En somme, le milieu du siècle avait été chargé de promesses, mais les années subséquentes ont pu faire l'effet d'une douche froide, comme si l'intégration avait eu deux visages, l'un apparemment libérateur, l'autre plus aliénant. Difficile rencontre, donc, d'une population encore souvent pionnière avec une modernité accentuant la mobilité et les déracinements, pour reprendre le vocabulaire du géographe-historien Serge Courville¹³. Ceux qui sont partis ont fait la sourde oreille aux appels à l'enracinement lancés par l'élite.

À mesure que l'on remonte le cours du vingtième siècle, les connaissances s'affinent encore

davantage. La première moitié du siècle va correspondre à la consolidation du peuplement du littoral, ainsi qu'à l'essor spectaculaire de la population du pays de l'intérieur. Alors que le Québec s'urbanisait rapidement, le Bas-Saint-Laurent est plus que jamais devenu une terre de contrastes : comment qualifier autrement l'opposition, bien documentée dans une thèse soutenue par Jean-Charles Fortin,¹⁴ entre la zone des basses terres et celle caractérisée par les plateaux et les vallées? D'un côté, un espace où pointent les villes et se multiplient les services, où l'agriculture performe aussi bien qu'ailleurs au Québec. De l'autre, plusieurs sous-régions où la priorité va aux travaux forestiers, où l'agriculture se confine souvent à des activités de subsistance, où les nombreux villages ont pour principale fonction d'accueillir une population besognant dans les moulins débitant le bois. Aujourd'hui mieux que jamais, on connaît la suite. Sur les hautes terres, le sort d'une population récemment installée ne tenait qu'à un fil, lequel s'est rompu dans un contexte de prédation forestière excessive.

C'est en de telles circonstances qu'un sentiment régionaliste s'est, peut-être pour la première fois, juxtaposé aux appartenances locales. L'Église catholique diocésaine, qui traversait un âge d'or grâce à des effectifs accrus et déployés dans un plus grand nombre d'institutions, est intervenue de diverses manières pour défendre, au nom de valeurs traditionnelles, les milieux ruraux les plus menacés¹⁵. En même temps, comme l'a montré Guy Massicotte,¹⁶ divers courants ouverts à la modernité ont su agir et se faire entendre jusqu'à la création du Conseil d'orientation économique du Bas-Saint-Laurent au cours des années cinquante. Du début du siècle aux années cinquante, on peut ainsi constater que les débats relatifs au devenir de la région ont été nombreux, polarisés et bien alimentés. Le régionyme «Bas-Saint-Laurent», occasionnellement prononcé par quelques personnalités au 19^e siècle, est devenu beaucoup plus

utilisé, même si on ne s'entendait pas sur les limites du territoire ainsi désigné, de même qu'au sujet de l'identité culturelle de sa population.

Nous venons d'attirer rapidement l'attention sur quelques lignes de forces récemment dégagées par l'historiographie régionale. Il va sans dire que bien d'autres aspects auraient pu être mentionnés. Retenons surtout que plusieurs recherches substantielles sont à l'origine de ces interprétations. Leur nombre et leur diversité ont même récemment permis la production et la diffusion d'ouvrages de synthèse volumineux, signe évident de maturité. Pour en témoigner, il suffit de consulter la table des matières de la toute récente **Histoire du Bas-Saint-Laurent** produite dans le cadre de la collection de l'IQRC consacrée à l'histoire des régions québécoises, et dont la qualité est à notre humble avis tout à fait exceptionnelle. Pour qui se donne la peine de lire, une à une, les notes de fin de chapitre, une



constatation s'impose : la moisson s'offrant aux chercheurs était au départ beaucoup plus abondante, en raison de l'évidente diversité des études disponibles. On peut en dire autant, sinon davantage, de l'ouvrage intitulé **Le diocèse de Rimouski**,¹⁷ dont les principaux auteurs sont Nive Voisine et Noël Bélanger : les nombreuses

études mises à contribution par les rédacteurs y constituent un précieux capital de connaissances. Le patrimoine historique régional a lui aussi été l'objet de maintes recherches depuis 1959, année où le gouvernement du Québec a reconnu comme biens culturels l'église et le presbytère de Cacouna, créant un précédent dans notre région. Les nombreux experts de toutes disciplines qui ont multiplié les enquêtes serrées au cours des dernières années ont rendu possible la production de deux ouvrages destinés à un large public : **Les chemins de la mémoire**¹⁸ et **Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent**¹⁹.

L'histoire régionale : un enjeu culturel

Comment en est-on arrivé là? À quoi tient cette multiplication des monographies et analyses en tous genres depuis, disons, environ une quinzaine d'années? Le premier réflexe conduit naturellement à considérer le rôle joué par l'État dans le vaste champ de la culture. En finançant plusieurs recherches, en soutenant l'édition et surtout peut-être en contribuant à divers titres à l'implantation d'infrastructures telles que les musées, les centres d'interprétation et les centres d'archivage, l'État a certes favorisé l'essor de nos connaissances. Plus fondamentalement peut-être, il importe de rappeler le rôle de la réforme qui a, à compter des années soixante, remodelé de fond en comble notre système d'éducation et haussé le taux de scolarisation d'une population autrefois beaucoup moins encline à inscrire les loisirs culturels à son agenda.

La majorité des réalisations des dernières années n'auraient d'ailleurs pas vu le jour sans l'intervention active d'acteurs régionaux de toutes provenances. Sait-on que la Société d'histoire et de généalogie de Matane publie ses Cahiers depuis trente ans? Que le Projet d'histoire du Bas-Saint-

Laurent a bénéficié d'un financement populaire et de commandites qui se sont avérées décisives? Que le musée de la gare de Saint-Ulric, sur le parcours de la voie ferrée reliant depuis 1909 Mont-Joli et Matane, doit son existence à l'acharnement exceptionnel de sa fondatrice? Que la corporation du tricentenaire de Rimouski (1996) s'est récemment vue soumettre plusieurs dizaines de projets dont plusieurs à dominante historique? Qu'un peu partout, à l'échelle locale, des bénévoles tracent des itinéraires patrimoniaux? Que la vigilance de plusieurs comités patrimoniaux a contribué à une sensibilisation accrue parmi les élus de nos MRC et de nos municipalités?

Ces initiatives locales ou régionales, dont nous ne pouvons évoquer ici toutes les facettes, reflètent un courant plus large. Dans nos universités, l'histoire des régions du Québec est devenue un objet de recherche et d'enseignement. Un nombre croissant d'étudiants et d'étudiantes de second ou de troisième cycle déposent à chaque année des mémoires ou des thèses à propos de divers aspects de l'histoire régionale. Les pages de revues scientifiques auréolées de prestige ménagent une place de plus en plus large à une série d'analyses ayant trait à l'occupation de l'espace et à l'identité régionale. Jamais ne s'est-on interrogé avec autant d'insistance à propos de notions telles les régions culturelles, les cultures régionales, etc. Dans de nombreux chantiers de recherche, on dégage de mieux en mieux, comme l'indiquait récemment Chad Gaffield à propos de l'Outaouais, une «*combinaison spécifique d'éléments non spécifiques*» susceptibles de tracer un portrait culturel assez fidèle de la population d'un espace donné²⁰.

S'il y a là de quoi entretenir un certain optimisme, il faut également se demander si ce bel élan n'est pas partiellement compromis par le retrait de plus en plus manifeste de l'État de plusieurs champs d'activités dont celui

de la culture. À une époque où les budgets sont très largement déficitaires et dans un contexte de mondialisation des échanges, l'État central intervient de moins en moins directement dans les régions, y compris dans les régions un peu plus éloignées du centre, tel le Bas-Saint-Laurent, jadis objet d'une forte sollicitude. Aujourd'hui, l'État continue à faciliter quelques initiatives, mais il délègue des responsabilités de plus en plus lourdes aux acteurs régionaux. Signes des temps? Il n'y a pas si longtemps, le régionalisme, un étendard surtout porté par des ruraux revendiquant un développement plus endogène, plus respectueux des réalités régionales, était suspect aux yeux des décideurs du centre du Québec. Aujourd'hui, on constate que l'expression «développement régional» imprègne tous les discours à un moment où la région est davantage laissée à elle-même, à l'heure de la «décentralisation» et d'une planification stratégique couverte du manteau de la «concertation»²¹.

Certes, l'histoire régionale a connu un regain spectaculaire de popularité tant auprès du grand public que de l'ensemble des intervenants qui la font progresser. Mais la situation actuelle autorise bien des questionnements. De quoi demain sera-t-il fait pour nos institutions vouées à la restauration, à la conservation et à l'interprétation des vestiges de notre passé? Dans le contexte d'une population vieillissante, arrivera-t-on à faire plus avec moins? L'enjeu est majeur : le passé nous enseigne que la conscience régionale a émergé tardivement et qu'elle est encore fragile; la conjoncture actuelle semble nous indiquer qu'un solide sentiment d'appartenance n'a jamais été aussi nécessaire. L'histoire est un outil qui peut, sans doute mieux que tout autre, contribuer au développement de cette prise de conscience. Pour soutenir l'élan qui a été donné, les passionnés de l'histoire devront toutefois collectivement faire à leur tour l'apprentissage de la concertation.

Ce texte représente une version abrégée de la conférence inaugurale prononcée dans le cadre du colloque annuel de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec (Rivière-du-Loup, 2 juin 1995).

Notes

1. Gilles Lamontagne, **Les feuillets littéraires parus dans les journaux du Bas-Saint-Laurent (1861-1950)**, rapport de recherche, UQAR, 1987.
2. Jean-Charles Fortin, **Histoire du Bas-Saint-Laurent**, Québec, IQRC, 573-74.
3. Comité du centenaire, **Je vous raconte Sayabec 1894-1994**, Rimouski, Imprimerie du Golfe Inc., 1994, 278 p. On pourra aussi consulter un compte rendu de Gabriel Auclair dans *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, no 46, (janvier 1995) : p. 36.
4. Gilles Sénécal, «*Les monographies des régions de colonisation au Québec (1850-1914) : genre et traditions géographiques. École nationale?*» dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 36, no 97, (avril 1992) : p. 53.
5. Raoul Blanchard, «*Le rebord sud de l'estuaire du Saint-Laurent*» dans *l'Est du Canada français, province de Québec*, tome 1, Montréal, Beauchemin, 1935.
6. Marcel Rioux, **Sur le sens de l'évolution socioculturelle de L'Isle-Verte**, Ottawa, ministère des Ressources et du Développement, 1953.
7. Claude Chapdelaine et Steve Bourget, «*Premier regard sur un site paléoindien récent à Rimouski*» dans *Recherches amérindiennes au Québec*, XXII, 1, (printemps 1992) : 17-32.
8. Laurier Turgeon, «*Sur la piste des Basques : la redécouverte de notre V^e siècle*» dans *Interface*, vol. 12, no 5, (septembre-octobre 1991) : pp. 12-18.
9. Antonio Lechasseur, «*Les malécites aux XIX^e et XX^e siècles : établissement en réserves et dispersion*» dans Jean-Charles Fortin et coll., **Histoire du Bas-Saint-Laurent**, pp. 224-250.
10. Alain Laberge, **Propriété et développement des seigneuries du Bas-Saint-Laurent 1656-1790**, mémoire de recherche, Université York, 1983.
11. Yvan Morin, «*Une nouvelle région de colonisation au Québec, 1790-1830*» dans Jean-Charles Fortin et coll., **op. cit.**, pp. 135-171.
12. Les passages qui suivent correspondent à une libre interprétation du contenu de la deuxième partie de **Histoire du Bas-Saint-Laurent**.
13. Serge Courville, «*Tradition et modernité : leurs significations spatiales*», dans **Recherches sociographiques**, XXXIV, 2, (1993) : 211-231.
14. Jean-Charles Fortin, **Histoire de l'agriculture dans le Bas-Saint-Laurent (1891-1951). L'entreprise agricole dans deux oekoumènes distincts : basses terres littorales et plateaux appalachiens**, Université du Québec à Rimouski, mémoire de maîtrise (développement régional), 1989.
15. Voir Noël Bélanger, **Mgr Georges Courchesne et les mouvements d'Action catholique**, Québec, Université Laval, thèse de doctorat (histoire), 1982.
16. Guy Massicotte, «*Rimouski et le Bas-Saint-Laurent : identité culturelle et développement régional*», dans **Les régions culturelles**, Québec, IQRC, 1983, pp.35-60 («*Questions de culture*», no 5).
17. Noël Bélanger et Nive Voisine, dir., **Le diocèse de Rimouski (1867-1992)**, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 1994.
18. Paul-Louis Martin et Jean Lavoie, dir., **Les chemins de la mémoire : monuments et sites historiques du Québec**, tome 1, Québec, Les Publications du Québec, 1990.
19. Paul Larocque et coll., **Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent**, Rimouski, GRIDEQ, 1994.
20. Chad Gaffield, «*La région : une combinaison spécifique d'éléments non spécifiques*» dans Fernand Harvey, dir., **La région culturelle : problématique interdisciplinaire**, Québec, CEFAN-IQRC, 1994, pp. 27-31.
21. Serge Côté, «*À l'heure de la mondialisation, les politiques régionales de l'État central sont-elles devenues caduques?*» dans **Égalité : revue acadienne de science politique**, no 34, (automne 1993) : 17-43.

.....

La maison Louis-Bertrand de L'Isle-Verte.

Le parfum tenace du XIX^e siècle

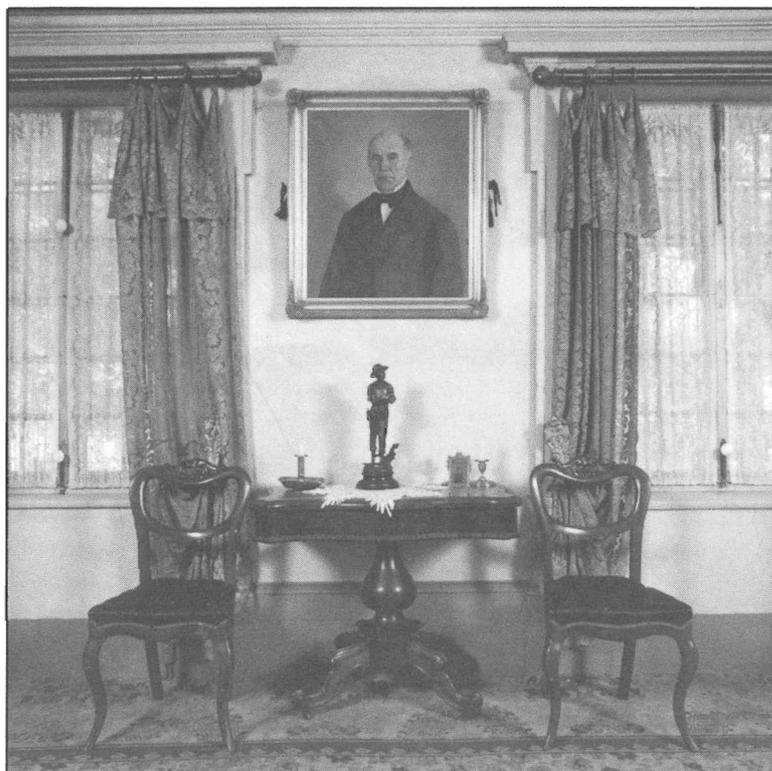
MICHEL LESSARD, HISTORIEN

Certaines demeures semblent exister en dehors du temps. Comme par magie, elles traversent les époques sans qu'en soit atteinte leur fervente noblesse. L'âme du souvenir y est toute imprégnée comme un parfum tenace.

Pour un passionné de maisons anciennes, rien n'est plus impressionnant que de pénétrer dans un bâtiment historique inviolé, peu meurtri par le temps, une oeuvre ayant gardé son aménagement d'époque, ses couleurs et papiers peints d'origine et tous ces accessoires de la vie quotidienne. Immédiatement, ce témoin caché d'un passé mystérieux capte vos sens et votre imaginaire, provoque une excitation fébrile. Tel est le choc que reçoit le visiteur du manoir Louis-Bertrand, érigé au coeur du village de L'Isle-Verte, à l'est de Rivière-du-Loup et de Cacouna. Inoubliable!

L'oeuvre d'un notable

Louis Bertrand (1779-1871) appartient à la bourgeoisie rurale francophone du XIX^e siècle. Originaire de Cap-Santé, dans Portneuf, ce commerçant s'installe à L'Isle-Verte en 1811. Il a 32 ans. Cinq ans plus tard, il épouse Appoline Saindon qui lui donne



Le grand salon à l'étage noble de la maison Louis-Bertrand. Un aménagement inviolé de la seconde moitié du XIX^e siècle (photo Normand Rajotte).

huit enfants. De 1819 à 1849, il exploite à bail la seigneurie de L'Isle-Verte et il acquiert une partie substantielle du titre quelques années avant l'abolition du régime seigneurial, en 1854. Bertrand tire principalement ses profits d'un magasin et du bureau de poste aménagés dans sa résidence en 1833, mais aussi et surtout en brassant de bonnes affaires avec son moulin à scie. Il est alors associé avec William Price et Henry Cadwell, des barons du bois en train de monter des fortunes colossales avec l'exploitation des ressources de la colonie au service de l'approvisionnement de l'Angleterre.

Louis Bertrand va toujours lier commerce et administration publique. Un an après son installation à L'Isle-Verte, et pour longtemps, il est chef de la milice; puis, de 1830 à 1848, représentant du comté de Rimouski, bien engagé dans les élans du parti des Patriotes de Louis-Joseph Papineau, allant même jusqu'à signer, en 1834, les 92 résolutions pré-révolutionnaires.

Si Louis Bertrand joue un rôle socioéconomique déterminant dans le développement de l'Est du Québec, son fils, Charles-Frédéric Adolphe (1824-1896), élargit le patrimoine hérité en ajoutant d'autres moulins à scie et, en 1865, une fonderie célèbre, tout en maintenant actifs magasin général et bureau

de poste. La famille Bertrand anime le village d'une vie culturelle étonnante, créant même une société littéraire. À la toute fin du XIX^e siècle, une terrible faillite met un terme à près d'un siècle d'autorité et de leadership d'une même lignée.

C'est en 1853 que Louis Bertrand fait construire la maison actuelle sur les cendres des deux premières. Trois générations vont s'y succéder : Louis-Achille, à partir de 1880; Aimée, mariée à C. E. Michaud, de 1914 à 1938, et les abbés Robert et Pierre Michaud, après 1938, toujours préoccupés du sort de leur cher patrimoine inviolé, véritable

maison-musée comme on n'espérait pas en trouver dans un tel état d'authenticité.

Une maison-musée

La maison Louis-Bertrand appartient à ce réseau de grandes résidences bourgeoises de la région de Québec et des comtés et seigneuries du sud-est de la capitale, Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup... Des bâtiments opulents qui sortent de l'ordinaire rural, du même registre que les bons presbytères ou les manoirs seigneuriaux, ordinairement en bois, tous érigés entre 1840 et 1870, et bien inscrits dans le style néo-classique qui marque l'architecture de la vallée du Saint-Laurent à partir du second quart du XIX^e siècle. La maison Jean-Charles Chapais à Saint-Denis de Kamouraska (construite en 1833, remodelée en 1866), la maison Sifroy-Guéret-dit-Dumont (1853) de Saint-André de Kamouraska, aujourd'hui occupée par Marie et Paul-Louis Martin, un

ethnologue réputé, la maison Amable-Morin (1858) à Saint-Roch-des-Aulnaies, voilà quelques exemples de ce type de constructions élevées par quelque notable combinant sous un même toit

abritant une galerie périphérique. Un portail classique sans prétention, teinté de néo-gothique, flanqué d'ouverture disposées de façon symétrique, des rythmiques répétées sur chaque mur

latéral et longitudinal de périmètre, le jumelage des cheminées au pignon, les rapports de proportions entre les éléments structuraux, utilitaires et esthétiques, voilà autant de caractéristiques qui relient l'héritage français, des influences britanniques et certains apports états-unis. La relation au classicisme est accentuée par le lambrissage extérieur en bois imitant la pierre de taille, le tout couvert d'une épaisse peinture grise pimentée de sable pour

des fonctions commerciales, administratives et professionnelles.

La maison Louis-Bertrand alignée sur le côté nord de la rue principale du village, pas très loin de l'église paroissiale, se présente comme un vaste et élégant bâtiment à deux versants doté d'un fort débordement

mieux rendre l'illusion d'une maçonnerie, une façon de faire en vogue entre 1830 et 1880 dans l'architecture monumentale et domestique opulente (maison Papineau à Montréal...).

Par la multitude des baies, par la grande galerie couverte, par son allure de villa estivale avec ses persiennes, la maison Louis-Bertrand demeure un heureux spécimen de construction pittoresque mariant architecture et nature. Ce modèle de bâtiment et ce profil traduiront et joueront un rôle déterminant dans le développement d'une maison vernaculaire québécoise qui va se diffuser comme une traînée de poudre dans toutes les strates de notre société. Si les bourgeois utilisent le rez-de-chaussée pour leur commerce et les activités de cuisine, les artisans s'en serviront, du moins partiellement, comme atelier et les cultivateurs comme cave à patates ou caveau à légumes à l'ère naissante de la mise en marché des légumes.

Cette maison s'inscrit bien dans le courant néo-classique et éclectique de son temps; elle est parfaitement adaptée à la cadence climatique des étés et des hivers, en adéquation avec les besoins spécifiques des différentes

Voir la maison Louis-Bertrand

Le 25 octobre 1991, les descendants vivants de Louis Bertrand ont créé la Fondation Bertrand-Michaud pour conserver ce patrimoine exceptionnel et lui assurer un futur à la hauteur de ses occupants. L'été, ce château de village est ouvert au public. L'abbé Robert Michaud, un septuagénaire d'une grande érudition né dans la maison, fait faire aux visiteurs des voyages dans le temps pleins de magie. De cet auteur prolifique, il faut lire la remarquable et minutieuse monographie *L'Isle-Verte vue du large* (1978) qui vient d'être rééditée. En dehors de tout guide touristique! Bonne visite.



La maison a conservé ses couleurs et papiers peints d'origine et tous ces accessoires de la vie quotidienne (photo Normand Rajotte).

classes sociales. Ces qualités culturelles, géographiques, ethno-sociologiques expliquent l'intérêt que l'on doit accorder à ce type architectural accompli, qui n'évoluera plus après 1860, car il a atteint la plénitude de sa forme et de sa fonction. Il faut voir les scènes hivernales d'un Krieghoff qui traduisent l'harmonie entre un peuplement et son bâti. Une maison «québécoise»!

Un aménagement de longue tradition

Comme dans les villas romaines ou celles de la Renaissance italienne, une tradition qui a modelé l'architecture domestique anglaise du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle, la maison Louis-Bertrand, logiquement orientée au sud, découpe l'espace intérieur en quatre paliers. Le premier niveau au ras du sol, accessible par quatre solides portes de planches cloutées, abrite à l'origine la fonction commerciale - magasin général, entrepôt et bureau de poste, cabinet public - et les cuisines de la maison. Le premier étage, grandement éclairé et hautement dégagé du sol, compose l'étage «noble» : de chaque côté d'un vestibule intérieur prennent place le grand salon, dans toute son opulence victorienne - les plafonds font 3,5 mètres - et une généreuse salle à manger, plus tard recyclée en vivoir. Au même niveau, à l'arrière, côté nord, on retrouve quatre chambres, dont celle plus vaste des maîtres, avec système de cloche relié aux cuisines pour l'appel des domestiques et celle dite «du salon» réservée aux visiteurs. Au troisième niveau, dans l'espace triangulé du toit éclairé par de nombreuses lucarnes, les divisions de l'étage noble se répètent : deux grandes pièces de chaque côté du passage-escalier, baignées de lumière grâce aux fenêtres des pignons, soit une bibliothèque et un vivoir, puis enfin sept chambrettes et deux «débarras» alignés à l'avant et à l'arrière du plan de cet étage. Au-dessus, un grand grenier, aujourd'hui véritable boîte de Pandore pour amateurs d'antiquités.



La maison Louis-Bertrand traduit la prestance de son bâtisseur (photo Normand Rajotte).

Moulures et couleurs d'origine, rideaux, papiers peints et tapis du XIX^e siècle, meubles, articles décoratifs et accessoires domestiques, biens courants, tout dans la maison Louis-Bertrand apporte un fort éclairage sur l'art de vivre et d'habiter en milieu rural dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Il faut ouvrir les tiroirs des commodes ou les portes des nombreux placards, une nouveauté de l'époque, fouiner dans les greniers pour jouir pleinement de ce voyage unique dans le temps.

Note du comité de rédaction :
Nous tenons à remercier Micheline Piché, directrice du magazine **Continuité**, qui nous a permis de reproduire intégralement cet article paru dans le numéro 65 (été 1995) : 14-16. Merci également à Michel Lessard qui nous a prêté les photographies originales.

.....

Patrimoine et culture locale : les vieux moulins

MAX D'AMOURS

PROFESSEUR

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

Dans un grand nombre de communautés québécoises, il existe encore des témoins matériels du passé auxquels on voue un grand attachement. Cependant, leur conservation et leur mise en valeur demeurent un problème de taille pour les populations locales. À une époque où les gouvernements supérieurs sont dans une mauvaise situation financière et que tous les efforts d'imagination sont plutôt centrés sur les façons de réduire les dépenses publiques, il devient encore plus difficile de mobiliser les autorités publiques locales pour qu'elles prennent en charge la sauvegarde des biens patrimoniaux. L'initiative vient souvent de citoyens qui, sensibilisés aux valeurs culturelles, décident de s'atteler à cette tâche et de promouvoir l'idée du développement patrimonial.

nord du village, sur les bords de la rivière Sénéscoupé; il s'agit du patrimoine Massé, qui regroupent plusieurs vestiges des premières industries locales qui ont été à l'origine de cette collectivité.

En 1991, une nouvelle initiative prenait forme à Saint-Hubert. Elle avait comme objectif la restauration et la

l'histoire du Québec. Ce rappel montrera combien il peut être difficile de se donner des objectifs collectifs en matière patrimoniale compte tenu des enjeux culturels et économiques reliés à cette ambition.

Patrimoine et culture québécoise

Il faut toujours retourner à l'époque de la révolution tranquille pour re-tracer les origines de la plupart des actions entreprises à l'égard de la culture québécoise. À cette époque, on avait pris soin de circonscrire le champ culturel dans ses composantes majeures que ce soit dans la pensée de Georges-Émile Lapalme ou de la politique de Pierre Laporte. Désormais, la culture québécoise devait se révéler dans



Le moulin Massé à Saint-Hubert.

C'est le cas de Saint-Hubert où un groupe de citoyens décidaient durant les années 1980 de réunir les ressources nécessaires pour restaurer le presbytère et obtenir le statut de bien culturel du ministère des Affaires culturelles (1983)¹. Ce monument historique est inscrit dans le répertoire des biens culturels québécois. D'autres témoins des premiers temps de cette paroisse existent encore et sont localisés sur un même site à l'extrémité

mise en valeur de ce patrimoine dans une perspective d'éducation populaire et d'interprétation. Cette idée est demeurée vivante jusqu'à ce jour et des activités de recherche devront aboutir très bientôt à la conception d'un devis d'utilisation et de mise en valeur. Mais avant de procéder à la genèse de ce projet, nous le situons dans le contexte historique et rappellerons les moments charnières du développement patrimonial dans

toutes ses parties et constituer l'encadrement essentiel au développement du Québec. Ce qui s'était fait auparavant n'était pas inspiré d'une vision multidimensionnelle de la culture québécoise car durant les années qui avaient précédé la révolution tranquille, la responsabilité de l'État s'arrêtait au domaine muséal.

Par contre, c'est en 1922 que le Québec conférait au patrimoine un

.....

caractère de responsabilité publique par un projet de loi sur les musées, C'est plus tard, en 1964, qu'on décidait de s'engager pleinement en adoptant à la législature du Québec une loi sur la protection des biens culturels. En 1972, la loi sur les biens culturels vint préciser la démarche gouvernementale. Même à cette époque, on ne soupçonnait pas encore à quel point la population québécoise avait un attachement profond pour les témoins matériels de son passé. Autant les oeuvres d'art que les biens immobiliers devenaient objets de conservation et de mise en valeur. De nombreux inventaires des collections québécoises de nos églises, des communautés religieuses, d'artistes de même que des inventaires ethnographiques furent initiés au cours de la décennie. À titre d'exemple, rappelons quelques études intéressantes sur le patrimoine bâti produites dans la région du Bas-Saint-Laurent: Jean² (1989), Tremblay³ (1981) respectivement sur les moulins hydrauliques et les scieries actionnées à la vapeur dans l'Est du Québec.

En 1978, le gouvernement québécois précisait davantage ses orientations dans son énoncé de politique sur le développement culturel⁴. Les signataires de la politique établissaient alors que *«le patrimoine était en somme le témoin de notre humanité et qu'il réunissait les signes les plus tangibles de l'effort des hommes pour donner un sens à l'existence en commun»*. Ils rappelaient que *«le patrimoine ne nous conduirait qu'à la nostalgie vaine du passé si dans la poursuite des créations actuelles, nous ne pouvions l'insérer dans la dynamique de notre propre avenir»*. À la suite de nombreux travaux de recherche, le patrimoine local s'est révélé considérable et sa mise en valeur a vite débordé les possibilités de l'État. En 1986, une modification à la loi sur les biens culturels permettait aux municipalités de *«citer des monuments historiques et de constituer des sites de patrimoine»*. Cette nouvelle disposition de la loi était basée sur le fait qu'un nombre toujours croissant de groupes

locaux et régionaux s'intéressaient à la conservation des sites et des monuments liés à leur histoire. L'émergence d'une plus grande conscience à l'égard des traits distinctifs de leur milieu et l'importance que revêtait la préservation des biens patrimoniaux devaient inciter les municipalités à s'engager dans la mise en valeur de leurs richesses collectives. Selon cette nouvelle ouverture de la loi, plusieurs initiatives devaient désormais prendre forme au sein des collectivités locales; on postulait que les membres d'une communauté étaient plus en mesure de réaliser des projets de conservation patrimoniale et de les poursuivre à cause des liens générationnels qui ont soudé l'histoire du milieu et du sentiment d'appartenance qu'ils entretiennent.

À nouveau, en 1992, la politique culturelle du Québec⁵ a inscrit la dimension patrimoniale comme un des piliers du plan national de développement culturel. La référence au patrimoine local est sans équivoque en ce sens qu'elle montre le degré d'importance que l'État accorde à ces témoins de notre histoire collective. D'entrée de jeu, le premier chapitre de cette politique parle de trois orientations majeures au plan de l'affirmation de l'identité culturelle. En plus de valoriser la langue française et le dialogue des cultures, on insiste sur la valorisation de l'héritage culturel. Comme on le souligne si bien, *«le patrimoine constitue le premier et le plus ancien secteur d'intervention québécoise en matière culturelle»*⁶.

Patrimoine et développement

Le nombre des municipalités québécoises est disproportionné par rapport à d'autres sociétés modernes de même type. Près de 1500 collectivités regroupant 7 millions de citoyens répartis sur un immense territoire. Ce qui semble tout à fait inefficace au plan économique peut s'avérer profitable sur le plan culturel et patrimonial. Mathématiquement, ce grand nombre de communautés a eu comme

conséquence de multiplier dans tous les coins du Québec des sites et des bâtiments qui témoignent de la créativité, du caractère inventif et de la variété des modes de vie ancestraux. Dès que les autorités gouvernementales en prirent conscience, il devint impérieux de réunir ces données dans des ouvrages qui pourraient révéler l'ampleur de la richesse patrimoniale et les caractères distinctifs des différentes régions du Québec⁷.

Aujourd'hui, il n'est plus question d'accentuer l'isolement historique des villages québécois pour cultiver leurs différences. Au contraire, il est avisé de tisser des liens intercommunautaires pour créer cette synergie nécessaire à la mise en valeur de cette richesse collective. Mais on ne s'entend pas toujours sur les objectifs d'une telle entreprise. Deux écoles de pensée continuent de s'affronter : celle qui propose la conservation de notre patrimoine pour des raisons «culturelles» et celle qui en fait un instrument de «développement»⁸. Cette dernière position ne fait pas l'unanimité parce que la marchandisation de la culture doit obéir aux lois du marché et tous les produits culturels n'ont pas la même force d'attraction auprès des consommateurs. C'est pour cela que l'on a déjà écrit abondamment sur les rapports économie/développement et les doutes qu'on entretient envers la culture sur sa capacité d'engendrer le développement⁹. Mais lorsque le pari du développement économique réussit, le marché détermine l'offre culturelle et installe de nouvelles valeurs, de sorte qu'en bout de ligne les véritables caractères culturels d'une communauté peuvent progressivement s'estomper.

Pour parer à ces difficultés, une approche coopérative est souhaitable. Le courant de coopération intercommunautaire tant promu par les administrations publiques pour des fins de meilleure gestion peut servir à d'autres fins telles que l'intégration du patrimoine à la vie des collectivités et des régions. Cette intégration a comme

conséquence immédiate d'établir des liens entre les citoyens et les groupements, de réduire l'isolement des communautés, de rehausser la valeur globale du fonds patrimonial et petit à petit de raffermir le sentiment d'appartenance.

Mais il faut être réaliste et reconnaître qu'il existe des obstacles à la coopération intercommunautaire autant au plan de la culture que sur d'autres aspects. Le processus démocratique peut conduire à des situations de concurrence plutôt que de coopération. Le pouvoir décentralisé et l'autonomie des municipalités peuvent être des avantages inestimables pour le développement culturel. Par contre, ces attributs peuvent conduire à un plus grand isolement, à l'esprit de clocher et à une concentration de pouvoir entre les mains de quelques élus. Basé sur l'expérience française, le meilleur rempart contre ces situations est *«la création d'un tissu associatif vivant qui, une fois mobilisé, peut mieux que quiconque assurer une continuité»*¹⁰ et agir comme chien de garde dans la réalisation des projets.

De plus en plus, la culture est associée à la création d'emblèmes ayant pour fonction de révéler les caractères distinctifs d'une communauté. Jusquelà, tout est correct et légitime. Avançons d'un pas et nous sommes dans le domaine du développement et, dès que nous franchissons cette frontière, nous pénétrons dans le territoire de la marchandisation et de la compétitivité. Un site patrimonial peut représenter un atout économique intéressant pour un village québécois, particulièrement s'il est situé à proximité des grands axes routiers. C'est habituellement la bougie d'allumage de tout projet de mise en valeur. C'est la première question que les promoteurs se posent : comment peut-on économiquement rentabiliser un bien culturel? Immédiatement, il se présente un dilemme de taille. Comment concilier des objectifs éducatifs et des objectifs de rentabilité. Doit-on céder

le pas aux exigences comptables et aux critères économiques ou placer l'approche culturelle et éducative en premier lieu? C'est le dilemme auquel sont confrontés les promoteurs de mise en valeur de biens patrimoniaux.

Un juste dosage des visées culturelles et économiques doit être réalisé avant d'entreprendre des projets de mise en valeur patrimoniale. Malheureusement, il n'existe pas de recette magique pour régler ce dilemme. La seule norme que l'on a découvert et qui semble être déterminante dans tous les projets qui recherchent un soutien du secteur public, c'est la règle dorénavant incontournable de l'autofinancement. Cette norme oblige les organismes à financer leurs opérations à partir des revenus d'entreprise. C'est l'exigence minimale qu'il faut satisfaire. Dans les «bonnes années», le financement provenait de sources variées : des organismes locaux, des corps publics, du milieu des affaires, des contributions privées, des fondations, des programmes gouvernementaux, et partiellement des revenus d'entreprise. Ce n'est plus le cas et il faut s'y adapter. Peut-être aurons-nous moins de projets en chantier, mais des garanties plus grandes de réalisation et de continuité pour ceux qui franchiront le cap. En bref, il faudra maintenir des rentrées financières suffisantes pour que le projet acquière l'autonomie nécessaire lui permettant de réaliser ses véritables objectifs et ne pas être obligé de les troquer en cours de route pour des raisons de survie. Une fois acquise, cette autonomie financière devra assurer la continuité et non pas servir à des investissements opportunistes qui auraient pour effets de faire dévier l'organisme promoteur de ses orientations fondamentales.

Intéresser la communauté et lui faire prendre conscience de la valeur que constitue son patrimoine bâti sont les premières actions à entreprendre dans un projet de restauration et de mise en valeur. Données historiques et ethnographiques doivent être au menu

afin de créer un rappel et un retour au passé qui ne soit pas qu'anecdotique. Retremper la communauté dans son passé non pas en lui rappelant des dates d'événements, mais en la rapprochant du quotidien des générations passées : modes de vie, valeurs, relations intergénérationnelles, etc. Le meilleur moyen de réussir cette tâche, c'est de s'appuyer sur un réseau d'associations locales et extra-communautaires. Il est nécessaire de travailler avec un réseau associatif pour tenir la direction sur la dimension culturelle. Sans préjuger des intentions des corps publics et des autres collaborateurs, il est essentiel de se doter d'un réseau d'organismes vigilants à la barre.

En s'engageant dans un projet de conservation patrimoniale, il faut être conscient de ces enjeux qui sont tout à fait contemporains. La problématique ne se pose plus dans les mêmes termes que dans les années 1960 bien que l'histoire ait grandement modelé les attitudes et les façons de faire en conservation patrimoniale. C'est à partir d'une telle lecture de ces facteurs politico-économiques que le projet de Saint-Hubert devra être pensé et réalisé.

Le projet patrimonial de Saint-Hubert

Le patrimoine industriel Massé de Saint-Hubert possède toutes les qualités pour devenir un centre éducatif et touristique. Il possède plusieurs atouts puisque le site comprend, dans un territoire encore intègre, tous les éléments d'un ensemble pluri-fonctionnel c'est-à-dire les maisons, les bâtiments de fermes, les bâtiments industriels auxquels s'ajoutent les équipements et les artefacts qui nous renseignent sur l'évolution des méthodes et des techniques de travail depuis son origine en 1875. Rappelons que les bâtiments industriels dont il est question étaient associés à l'industrie du bois de sciage et à la mouture: moulin à scie et moulin à farine. Malheureusement, au cours des

années 1960, un moulin à carder la laine fut démoli pour laisser place à la construction d'une route. Ce moulin comprenait en outre une usine électrique qui, dès 1912, fournissait l'éclairage dans les maisons des propriétaires, sur la rue principale et à l'église.

Tentons de retracer les origines de ce patrimoine et comment les Massé ont contribué à son expansion durant les cent dernières années. Comme le rappelle Régis Jean, dans **Les Chemins de la mémoire**, Bernard Massé, originaire de Beaumont, est établi à Trois-Pistoles depuis 1842 où il exploite un moulin à farine. Maître meunier, il enseigne ce métier à ces fils qui par la suite construiront plusieurs moulins dont celui de Saint-Hubert. En 1850, Bernard Massé devient propriétaire du moulin du Petit-Sault, à l'Isle-Verte et y fonde une famille. Plus tard, l'un de ses fils, Honoré, associera son nom au développement des premières industries locales de Saint-Hubert. En 1891, il arrive à Saint-Hubert et décide de s'y installer¹¹.

À ce moment, Saint-Hubert est une paroisse en devenir. Elle sera incorporée en municipalité le 4 janvier 1894. C'est à ce moment que le départ est vraiment sonné : construction d'une église, d'un presbytère et bien d'autres projets vont décidément engager cette jeune collectivité à prendre le tournant du 20^e siècle.

Dans les années qui suivent, Honoré Massé s'applique à doter Saint-Hubert de petites industries qui témoignent de son esprit entreprenant : construction d'une digue pour élever le niveau d'eau, installation de turbines au moulin à farine, construction d'un moulin à scie, harnachement des eaux de la rivière Sénéscoupé à quelques centaines de mètres en amont du moulin pour l'alimentation d'une petite usine électrique dans laquelle un



Des jeunes pêchent près du moulin Massé.

moulin à carder est monté. Plus tard, le moulin à scie, attenant au moulin à farine, sera déménagé à 300 mètres en amont pour se protéger contre les incendies qui auraient pu emporter tous les immeubles et les biens familiaux. Ce fut une décision clairvoyante car, en 1932, le moulin à scie fut détruit par les flammes. Reconstitué, il sera de nouveau la proie des flammes en 1950. Les descendants d'Honoré Massé devaient ériger sur le même site une autre scierie qui encore aujourd'hui procure de l'emploi à une dizaine de travailleurs locaux.

Cette scierie est le témoignage encore vivant de cent années de travail tenace des ancêtres et elle constitue avec le moulin à farine un ensemble patrimonial intéressant. Ces deux équipements sont érigés sur un site qui est encore intègre. La maison ancestrale, construite au tournant du siècle et les bâtiments de ferme ont été rénovés ou sont en voie de l'être.

La conservation du patrimoine

Ce patrimoine est très précieux pour plusieurs générations de Massé. Beaucoup d'efforts ont été fournis par les derniers représentants de la famille pour réparer, étirer la vie des vieux bâtiments avec les moyens du bord. Pour en témoigner, il faut se souvenir des petits travaux que Freddy Massé, même à l'âge de 90 ans, entreprenait à chaque été pour rapiécer l'écluse, le toit du moulin à farine, et des argents que son fils, Maurice Massé, a investi périodiquement pour protéger ces vieux bâtiments.

Au cours des années 1970, le ministère des Affaires culturelles a aussi contribué à entretenir cette flamme par des actions bien concrètes, particulièrement en invitant les propriétaires à se prêter à des études ethnologiques assez poussées, auxquelles ils ont participé avec intérêt. Toutes les conditions étaient réunies pour que le site soit déclaré monument historique, mais pour des raisons conjoncturelles, l'objectif n'a pas été atteint. En 1990, mourrait à l'âge de 97 ans Freddy Massé, le fils d'Honoré Massé. Maurice Massé, qui avait pris la relève au cours de années 1960, avait atteint l'âge de la retraite. Mais en 1991, année centenaire de la venue d'Honoré Massé à Saint-Hubert, son arrière petite-fille Lise Massé et son conjoint décident d'emménager dans la maison ancestrale et chérissent l'idée de faire revivre ce coin de village.

La première initiative fut de fonder sur le champ un organisme corporatif sans but lucratif dont les objectifs sont de restaurer et de mettre en valeur pour des fins éducatives, récréatives et touristiques les vestiges de ces premières industries locales. Plus précisément, la Société de conservation du patrimoine Massé de Saint-Hubert

poursuit les objectifs suivants :

- 1- Assurer la pérennité du patrimoine industriel et culturel mis en place par la famille Massé à la fin du 19^e siècle.
- 2- Mettre en place un programme d'activités socio-éducatives, muséologiques et touristiques reliées aux dimensions historiques du site.
- 3- Sauvegarder, développer et mettre en valeur toutes les unités physiques de ce site historique.
- 4- Promouvoir le développement culturel et touristique de Saint-Hubert.
- 5- Doter la municipalité de Saint-Hubert d'un centre permanent d'interprétation des premières industries locales.
- 6- Inscrire le site dans le réseau touristique québécois.

Depuis sa fondation, la Société a réalisé deux études ethno-historiques avec le support du ministère de la Culture et des Communications, région du Bas-Saint-Laurent. Une première a porté sur le moulin à farine et la deuxième s'est terminée en avril 1995 et concernait plus particulièrement la scierie.

Ces études ont consisté à effectuer :

1. Une recherche documentaire dans le but de monter une bibliographie des documents faisant référence au moulin à farine et la scierie¹².
2. Une enquête orale auprès d'informateurs ayant connu le moulin à farine et le moulin à scie pour y avoir vécu, travaillé ou utilisé les services.
3. Un relevé technique exact du moulin à farine et de ses mécanismes. Ce relevé comprend un plan des trois étages du moulin, un plan d'implantation, une coupe longitudinale et transversale de la partie autrefois occupée par la meunerie.
4. Un inventaire des artefacts: identification, description, documentation sommaire et photographie.
5. Une esquisse du projet de mise valeur de l'ensemble du site patrimonial.

Parallèlement, la scierie qui avait arrêté ses activités à l'automne 1990, a été modernisée et remise en fonction à l'automne 1993. Parce que le plan de restauration patrimoniale n'était pas prêt, ces rénovations ont été faites avec le souci de préserver la partie ancestrale du moulin en évitant toute modification pouvant entraîner une perte de valeur. En attendant la réalisation du plan de mise en valeur, les travaux effectués sur le site ont consisté principalement à stopper la détérioration de l'environnement et des bâtiments et à remettre la scierie en marche.

* * *

Le site patrimonial de Saint-Hubert répond aux critères d'authenticité, d'intégrité physique et de valeur culturelle. L'intention de le conserver et de le mettre en valeur apparaît justifiée. L'espoir de le faire revivre et de le transmettre aux générations futures a été ravivé par l'intérêt manifesté par la Direction du Bas-Saint-Laurent du ministère de la Culture et des Communications, en 1991. Cette reconnaissance des autorités du ministère a contribué à relancer un projet mis en veilleuse depuis quelques années. Même si le contexte économique pose des contraintes importantes à la réalisation de ce projet, il s'agit pour les responsables de concevoir une stratégie adaptée aux conditions présentes. La problématique actuelle du développement patrimonial incorpore des préoccupations qui, il y a encore une dizaine d'années, étaient considérées comme périphériques. Une même idée ne peut être obligatoirement réalisée de la même façon dans des temps différents. L'environnement politique, économique et social englobe une grande partie des facteurs qui contribuent à façonner notre culture en même temps qu'il oblige à inventer de nouvelles façons de faire. C'est dans cet esprit et à partir d'une telle approche que le projet patrimonial de Saint-Hubert sera poursuivi.

Notes

- 1 Paul Larocque et al., **Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent**, Université du Québec à Rimouski, 1994.
- 2 Régis Jean, **Les moulins hydrauliques de l'Est du Québec : évaluation patrimoniale**, ministère des Affaires culturelles, Direction de l'Est du Québec, 1989.
- 3 Lorraine Tremblay et Dominique Tremblay, **Évaluation des scieries**



actionnées à la vapeur des régions de Québec et de l'Est du Québec; partie I, ministère des Affaires culturelles, 1981.

- 4 Gouvernement du Québec, **La politique québécoise du développement culturel**, Éditeur officiel, tome II, 1978, p. 359.
- 5 Gouvernement du Québec, **La politique culturelle du Québec**, Direction des communications, ministères des Affaires culturelles, 1992.
- 6 **Op. cit.**, p.35
- 7 Voir à ce sujet l'ouvrage suivant : Commission des biens culturels, **Les chemins de la mémoire**, Les Publications du Québec, 1990.
- 8 Association nationale pour le développement local et les pays, **Le patrimoine local : un outil de développement**, rapport d'études, Paris, 1987. Voir aussi Pascal Cuvelier, Emmanuel Torres et Gariépy Gadrey, **Patrimoine, modèles de tourisme et développement local**, Paris, L'Harmattan, 1994.
- 9 Voir à ce sujet l'ouvrage de Xavier Dupuis, **Culture et développement**, UNESCO/ICA, 1991.
- 10 Observatoire des politiques culturelles, **Action culturelle et coopération intercommunale**, La Documentation française, 1992.
- 11 Commission des biens culturels, **Les chemins de la mémoire**, tome 1, 1990, page 509. Des moulins seront construits à différents endroits : Trois-Pistoles, Saint-Clément, Saint-Épiphanie et Notre-Dame-du-Lac.
- 12 Plusieurs documents réfèrent aux moulins Massé de Saint-Hubert, envoici quelques-uns : Antonio Massé, **Histoire de la Paroisse de Saint-Hubert 1885-1985**, 1986 ; Robert Michaud, **L'Isle-verte vue du large**, Montréal, Leméac; Régis Jean, **op. cit.**; Lorraine Tremblay et Dominique Tremblay, **op. cit.**; Paul Larocque, **op. cit.**



.....

Le patrimoine religieux : une véritable richesse collective dans le Bas-Saint-Laurent

MONIQUE BOURGET

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Dans son bulletin d'information de l'automne 1995, la Commission des biens culturels du Québec abordait la question du patrimoine religieux en relatant les principaux éléments d'une réflexion amorcée en 1994 : l'importance des institutions religieuses dans le patrimoine paysager du Québec; les changements au sein de la société québécoise depuis les 35 dernières années et l'incidence de ceux-ci sur la précarité du patrimoine religieux dans son ensemble; la richesse des patrimoines architectural, mobilier, archivistique et immatériel et, enfin, la nécessité pour les différents milieux d'intervenir en concertation pour protéger et mettre en valeur ces témoins privilégiés de la culture des Québécois.

Des exemples inspirants de partenariat exist-

tent en différents endroits au Québec, permettant à la fois la préservation et la mise en valeur de biens du patrimoine religieux ainsi que l'intégration de services fonctionnels répondant à des besoins culturels et communautaires de plus en plus diversifiés. La

bibliothèque Saint-Jean-Baptiste, qui loge à l'intérieur de l'ancienne église anglicane Saint Matthews à Québec, l'*Anglicane*, petite salle de spectacles aménagée dans l'enceinte d'une ancienne chapelle à Lévis, ainsi que le *Musée de l'Amérique française*, localisé dans l'ancienne chapelle du Séminaire de Québec, constituent autant de témoins éloquents du potentiel de

exclusive à de grandes villes comme Montréal, Québec ou Trois-Rivières!

Dans le Bas-Saint-Laurent, les initiatives heureuses de réhabilitation du patrimoine bâti se font de plus en plus nombreuses et suscitent un intérêt croissant chez la population, autant dans les secteurs urbanisés que dans les régions plus rurales. Parmi les interventions intéressantes touchant le patrimoine religieux, on note le projet de l'*Ancien presbytère de Sainte-Flavie*, récemment rénové et transformé en bibliothèque municipale et en lieu d'exposition. Une fructueuse complicité établie entre les autorités de la municipalité et de la fabrique de Sainte-Flavie et le ministère de la Culture et des Communications a en effet permis une intervention sensible à un bâtiment religieux aux attributs archi-



Ancien presbytère de Sainte-Flavie transformé en Centre multifonctionnel.

réhabilitation et de revitalisation de quartiers urbains anciens par l'adaptation des qualités intrinsèques de bâtiments originellement à vocation religieuse en des lieux de diffusion culturelle exceptionnels. Mais il ne faut pas croire que pareille pratique est

tecturaux des plus évocateurs sur le plan régional. Non seulement le presbytère est-il devenu un lieu fonctionnel très apprécié des citoyens, mais ces derniers semblent s'en être inspiré pour intervenir sur leurs propriétés en affinité avec les

.....

composantes architecturales qu'ils y trouvent.

D'autres espaces du patrimoine religieux sont également devenus des lieux significatifs pour les milieux qui y ont investi des énergies créatrices en matière de réhabilitation profitable et de rénovation respectueuse. Parmi les sites d'intérêt, citons le *Musée de Kamouraska*, qui occupe l'ancien couvent de renommée du village, le *presbytère de Rivière-Ouelle*, converti en complexe d'habitation, le *couvent Bon-Pasteur de Rivière-du-Loup*, qui abrite maintenant la *Maison de la Culture* de la ville ainsi que le *Musée de Rimouski*, installé dans l'ancienne église de la rue Saint-Germain. Il ne faut par ailleurs pas négliger les sites du patrimoine religieux de la région qui bénéficient d'un statut particulier en vertu de la Loi sur les biens culturels tels que l'*église de Sainte-Luce-sur-Mer*, l'*église et le presbytère de Cacouna* de même que les *statues d'anges de l'église de Saint-Pascal de Kamouraska*. De plus, la *croix de chemin de Saint-Germain-de-Kamouraska* fait partie de ce qu'on appelle le «trésor» dans le domaine, soit des oeuvres qui présentent des caractéristiques exceptionnelles, tant en ce qui a trait à l'aspect architecture qu'à celui de la sculpture.

Oui! Le patrimoine religieux constitue véritablement une richesse collective impressionnante dans la région du Bas-Saint-Laurent; les interventions de sauvegarde et de mise en valeur énumérées auparavant en font foi. Dans le contexte de précarité évoqué par la Commission des biens culturels, il apparaît plus que jamais pertinent d'explorer toutes les pistes d'intervention favorisant une plus grande appropriation du patrimoine religieux par des actions concertées dans les milieux urbains et ruraux. Il est une avenue, relativement accessible

sur le plan régional, qui assurerait une pérennité de cette richesse collective bas-laurentienne en visant une plus grande intégration des divers éléments de ce patrimoine par une meilleure compréhension de ses composantes, de sa problématique et de son potentiel, soit l'implantation de différents outils

d'interprétation: circuits thématiques, visites guidées, brochures d'information, le tout rendu accessible à un public touristique, bien sûr, mais d'abord et avant tout aux collectivités qui peuvent s'identifier à ces biens inestimables par une utilisation et un traitement rationnels.

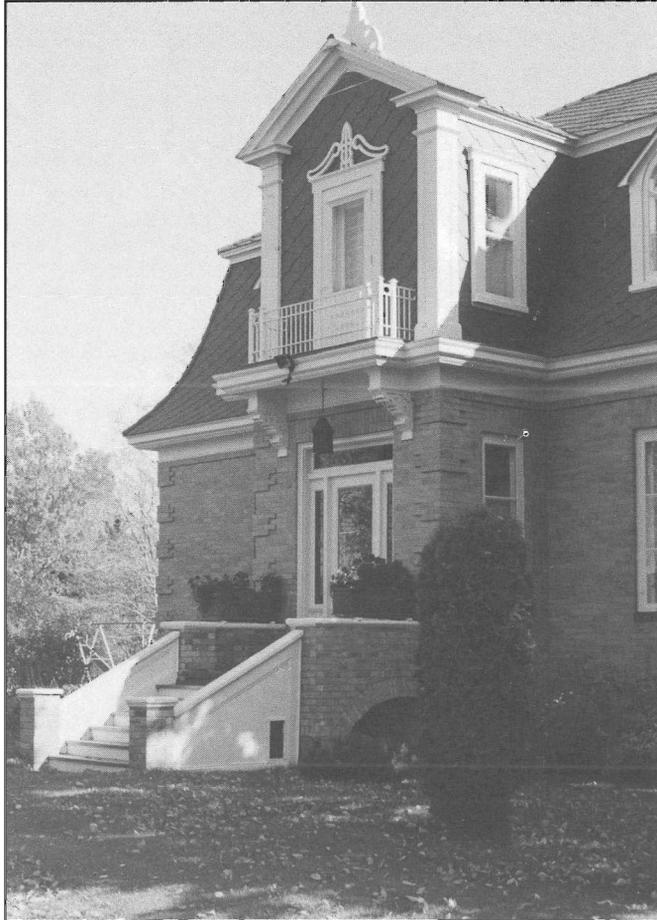
.....

La maison Letendre, «Un oasis de tranquillité au centre-ville»

NADINE COULOMBE

Cette résidence, située au 81 Jules A. Brillant, se démarque des autres par son imposante structure et son allure richissime. Elle date de la fin du 19^e siècle.

Son premier propriétaire, Édouard Letendre, fut l'initiateur du projet de cette maison luxueuse. Cet homme, apparemment avocat et peintre, fit ses études classiques au Séminaire de Rimouski de 1877 à 1883. Il s'impliquait beaucoup socialement : il a été «régistrateur» en 1895 (chargé de l'inscription des élèves et de la tenue des dossiers), marguillier de la paroisse Saint-Germain de Rimouski en 1911, directeur de la Chambre de commerce de 1911 à 1918 et vice-président de cette même organisation de 1922 à 1926. Il serait décédé vers ces années, car dans l'**Album souvenir du centenaire** de 1929, on lui rendit hommage.



La maison Letendre (photo Jean Larrivée, 1994)

Le second propriétaire de cette demeure, Paul-Émile Gagnon, était un avocat de Rimouski. Il naquit à Matane en 1886. Il fit également des études classiques au Séminaire de Rimouski de 1901 à 1906 et les termina à Charlottetown en 1907. Il poursuivit des études universitaires en droit à la Faculté de droit de Laval où il obtint sa licence avec succès. Il pratiqua un an dans sa ville natale et vint s'installer à Rimouski par la suite. Il a été conseil du Roi, bâtonnier du Bas-Saint-Laurent (président du conseil de l'Ordre des avocats), maire de Rimouski de 1939 à

1947 et professeur de droit paroissial au Grand Séminaire. Il aida Jules A. Brillant à mettre sur pied plusieurs compagnies dont la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent (électricité), la Compagnie de téléphone nationale ainsi que la Compagnie de transports du Bas-Saint-Laurent. Il était l'avocat attitré de monsieur Brillant. Il occupa aussi le poste de directeur-secrétaire de la Corporation de l'École d'arts et métiers de Rimouski que l'on doit également à Jules A. Brillant. Après tous les services rendus à monsieur

Brillant, il n'est pas surprenant que l'édifice où logeait son bureau et situé sur l'avenue de la Cathédrale, porte aujourd'hui son nom. Monsieur Gagnon décéda en 1973 laissant derrière lui six enfants nés de son mariage avec Blandine Côté. Il demeura propriétaire de la maison Letendre jusqu'à sa mort.

Cinq ans plus tard, son fils Gilles, qui fut aussi avocat à Rimouski vendit la maison à Clément Duchesne. Ce dernier la revendit en 1985 à Simon Langlois.

Au plan architectural, il est important de mentionner que c'est une maison exemplaire de style Second Empire. Elle est remarquable par son toit à la Mansard, son balcon supporté par deux consoles, ses lucarnes et la tour de la façade.

Cette demeure est un modèle unique en son genre dans le centre-ville de Rimouski. Entourée d'arbres, elle porte majestueusement le nom de «Domaine des bouleaux». Les maisons anciennes de cette envergure sont rares de nos jours et il est important de les faire connaître.

Source : Nadine Coulombe, **Articles sur le patrimoine et la vie rimouskoise**, Rimouski, Société Joseph-Gauvreau pour le patrimoine, août 1993, non paginé.

.....

Le photographe L. O. Vallée implante le premier cinéma à Rimouski

FRANÇOISE VALLÉE
TORONTO

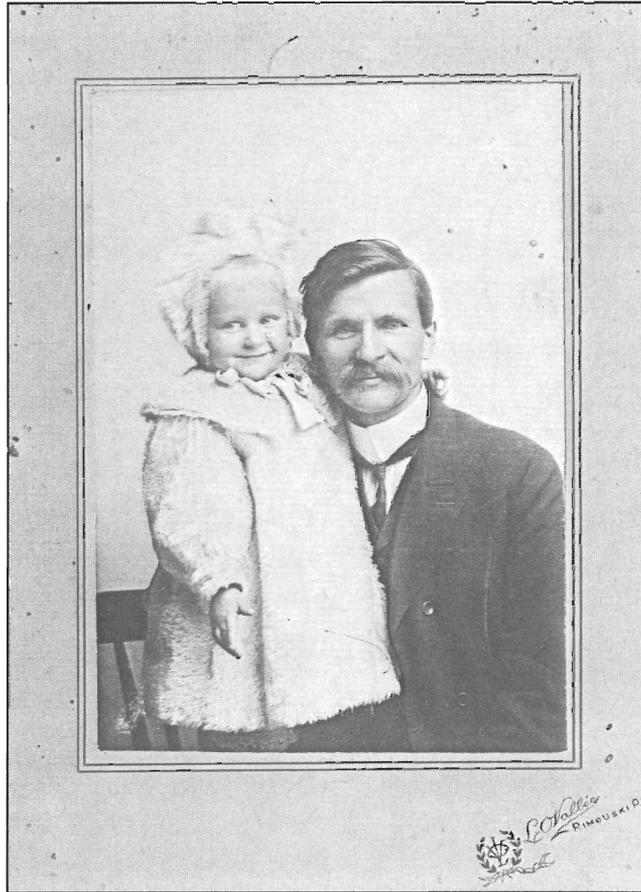
À l'occasion du centième anniversaire du cinéma, voici quelques mots sur le premier cinéma à Rimouski. D'abord, un bref aperçu de ce qui se passait à l'époque dans le domaine du septième art.

Le 28 décembre 1895, pour la première fois, les frères Auguste et Louis Lumière ont projeté leurs films sur un écran pour un public payant au Grand Café, boulevard des Capucines à Paris.

Sept mois plus tard, le 21 juillet 1896 à Ottawa à 8 heures du soir au West End Park, on a projeté à l'extérieur un film pour 1200 personnes pour la première fois au Canada. Le premier cinéma permanent au Canada, l'*Electric Theatre* a été fondé à Vancouver en 1902, l'*Unique* à Winnipeg en 1903, le *Théâtre National* et le *Palais Royal* à Montréal en 1904 et le *Theatorium* à Toronto en 1906.

En 1907 aux États-Unis, il y avait entre 4 et 5 milles théâtres consacrés aux «aux vues animées», des petits théâtres de «cinq sous» qu'on appelait des «nickleodeons». Le *Saturday Evening Post* en novembre 1907 explique que tous les jours plus de 2 millions d'Américains allaient voir des films dans les «nickleodeons». Tout le monde faisait de l'argent. On faisait la comparaison avec le Klondike.

Les programmes duraient de vingt minutes à une heure. En plus des courts films, il y avait des mélodrames, des comédies, des chanteurs, des



L. O. Vallée et sa fille aînée Georgette en 1909.

magiciens. Mais les cinémas n'étaient pas des endroits que les gens biens fréquentaient. Les personnes avec une certaine éducation considéraient le cinéma vulgaire, un divertissement pour la classe ouvrière.

La première séance de vues animées à Rimouski a eu lieu le 31 octobre 1909 au Palais de Justice, à l'initiative de L. O. Vallée, un photographe originaire de Sainte-Anne-des-Monts qui s'était installé à Rimouski en 1904. En 1910, il a construit un cinéma avec son studio de photographie à

l'arrière du bâtiment. L'histoire du premier cinéma à Rimouski se trouve dans les anciens numéros du *Progrès du Golfe*. En voici quelques extraits. Les prix d'entrée variaient entre 10 et 15 cents.

Le *Progrès du Golfe* le 29 octobre 1909

Nous annonçons... l'ouverture d'un nouveau théâtre de vues animées. M. L. O. Vallée, photographe de notre ville, après des démarches sérieuses, a pu obtenir d'une maison de Montréal des vues toutes à fait belles et qui ne pourraient nullement faire mal aux yeux, même des plus petits enfants. M. Vallée mérite certainement notre encouragement, et il ne devra pas regretter d'avoir fait quelque chose pour nous distraire...

Les gens de Rimouski ont bien apprécié cette nouveauté, car les semaines suivantes on lit :

Le 5 novembre 1909

Les séances données par M. Vallée qui vient d'établir un théâtre de vues animées, dimanche et lundi, au Palais de Justice, ont été un succès complet. Il y avait foule et tous sont revenus enchantés. Les vues exhibées sont belles, morales et intéressantes sous tous les rapports.

Le 12 novembre 1909

Nous ne nous sommes pas trompés lorsque nous avons dit qu'un théâtre de vues animées en notre ville serait bien visité par le public qui aime les distractions honnêtes, car depuis son ouverture il y a salle comble à chaque représentation.

M. Vallée, à la demande de plusieurs personnes, s'est vu dans l'agréable nécessité de donner deux représentations le même soir. L'immense succès obtenu ce soir-là a permis au propriétaire de théâtre de concevoir les plus belles espérances pour l'avenir et l'a encouragé à ne rien épargner pour donner aux spectateurs la plus entière satisfaction.

Si les Rimouskois ne sont pas égoïstes, ils ne devront pas être fâchés d'apprendre que M. Vallée ira donner des représentations au Bic, le lundi de chaque semaine, où il espère être bien accueilli, car les citoyens de cette belle paroisse aiment beaucoup l'animation.

... il y aura une représentation le dimanche à 4 1/2 p.m. afin de permettre aux enfants, qui n'ont pas encore la permission de sortir après 7 heures le soir de passer une agréable récréation.

Au mois de mars 1910, on commença les travaux pour le premier théâtre de vues animées sur la rue de la Cathédrale, en face du Palais de Justice.

Le 1 avril 1910

Le théâtre de vues animées est de plus en plus fréquenté, et cela est certainement dû à l'attention que porte M. Vallée dans le choix des vues; elles sont toujours agréables et belles.

... Il y a changement de programme deux fois par semaine.

L'excavation ayant duré un mois, on entreprend ensuite la construction.

Le 6 mai 1910

On a commencé la construction du théâtre de vues animées qui sera la propriété de M. L. O. Vallée. Ce nouveau théâtre pourra contenir plus de 400 personnes.

Les «nickleodeons» américains étaient plus petits, la plupart n'ayant

que 199 places. On prévoit la grande inauguration.

Le 3 juin 1910

Comme nous l'avons annoncé, l'ouverture du nouveau théâtre de vues animées, propriété de M. L. O. Vallée, aura lieu le 11 juin courant. Il va s'en (sic) dire que M. Vallée ne manquera pas de préparer un intéressant programme pour l'inauguration de son vaste et beau théâtre.

Pour l'encouragement que nous lui avons donné, M. Vallée a su doter notre ville d'une bâtisse qui était tant désirée par le public.

vendredi suivant, on lisait :

Le 17 juin 1910

Samedi et dimanche avait lieu l'inauguration de la nouvelle salle appartenant à L. O. Vallée, photographe. Il y avait foule pour admirer de très belles vues animées et pour entendre quelques chansons comiques. Les membres de la fanfare de la ville avait eu la générosité de prêter leur concours et rehaussèrent encore l'éclat de la fête. Aussi furent-ils vivement applaudis.

Le 24 juin 1910

Le nouveau et vaste théâtre de vues animées sera connu à l'avenir sous le nom de Théâtre Canadien.

M. L. O. Vallée ne pouvait lui donner un plus beau nom.

... Avec des vues excellentes, de la musique de premier choix, M. Vallée peut être certain de recevoir toujours l'encouragement du public.

Il y avait beaucoup plus que des vues animées au programme.

Le 29 juillet 1910

Dimanche prochain, le 31 juillet, la troupe du Nickel nous fera passer des heures agréables. Il y aura des chansons comiques et illustrées, comédies, duos comiques, vues animées, etc. Nous n'avons qu'à nommer Mde Blanche de la Sablonnière, Melle

Sylvia, MM. H. Cartal, Wilson, etc. pour vous convaincre que la soirée sera très amusante et récréative.

Le 12 août 1910

Nous avons raison de dire que la célèbre troupe de Marx l'homme de fer attirerait la foule, car la salle était comble à chaque représentation.

La belle Rosida a fait des prodiges et s'est montrée d'une grande habileté dans l'exécution de ces jeux. L'homme de fer n'est pas moins extraordinaire et ses tours de force en ont surpris plusieurs.

M. Vallée qui a tant à coeur de

Vues Animées !

CHEZ L. O. VALLÉE, Photog.

AVENUE DE LA CATHÉDRALE

Il y aura des représentations trois fois par semaine, les MARDI, JEUDI et DIMANCHE.

Programme changé à toutes les semaines.

VUES DE PREMIER CHOIX.

Portes ouvertes à 7 heures pour la première représentation et 8.30 heures, p. m. pour la deuxième.

Prix d'entrée, 10 Cts pour chaque représentation.

ALLONS-Y EN FOULE !

Vues Animées !

Le soir de l'ouverture, en outre du programme de vues animées, il y aura musique et chant.

Vu que M. Vallée fera des dépenses assez considérables pour l'inauguration de son théâtre, les prix d'entrée seront de 15 cents pour le 11 et 12, et il y aura un nouveau programme pour chacune de ces représentations.

L'inauguration du cinéma a eu lieu le samedi 11 juin 1910. Le programme comprenait le film *Aéroplane de Wright*, à la fois symbolique et prometteur. Le

.....

donner satisfaction au public vient d'engager une nouvelle troupe pour la semaine prochaine. Cette troupe commencera son engagement lundi soir et jouera toute la semaine. Elle vient d'Europe et elle a déjà parcouru les principales villes du Canada. Il va s'en (sic) dire qu'il y aura du chant et de la musique etc.

La pellicule utilisée à l'époque avait tendance à prendre feu. Était-ce pour rassurer les gens que M. Vallée a fait venir l'inspecteur?

Le 2 août 1910

Je dois aussi vous dire que M. Jobin, l'inspecteur des édifices publics, employé par le gouvernement provincial, a fait l'inspection du théâtre mardi dernier. M. l'inspecteur a constaté que tout était conforme aux règlements pour les édifices publics et qu'il n'y avait aucun danger pour les spectateurs de piquer une tête dans la cave un de ces jours. En conséquence, tout est pour le mieux et nous pouvons nous asseoir sans craindre.

Le mois suivant, on remercia M. Vallée d'avoir bien voulu fermer son théâtre pendant la semaine de la retraite des hommes.

Les vues animées étaient toujours accompagnées de musique, de danse, de chant, de comédie etc., mais ce n'était pas dû à un manque de films à projeter.

Le 16 septembre 1910

Il y aura 9000 pieds de vues les plus nouvelles et qui n'ont pas encore été sur la toile (3 h 45 de film). De plus, les deux nègres Scott et Paris rendront le programme plus intéressant. Paris est un excellent musicien qui exécutera de très jolis morceaux, tandis que Scott se distingue surtout dans le chant. Il chante et parle comme une femme. C'est dire que nous nous amuserons bien.

Le programme des vues sera changé trois fois la semaine.

À la fin de 1910, dès que le Cercle dramatique commence à utiliser les lieux pour présenter ses pièces et concerts, on voit une différence dans les reportages.

Le 23 décembre 1910

Les membres du Cercle dramatique et musicale de Rimouski, désireux de se rendre aux vœux du public, ont décidé de donner une grande soirée au Théâtre Canadien.

Le 24 mars 1911

Les membres du Cercle dramatique de cette ville ont donné une troisième séance dramatique et musicale. Cette séance était en l'honneur de M. le curé J. E. Pelletier à l'occasion de son 25^e anniversaire.

On remarquait, aux côtés de notre dévoué curé, au premier rang de l'assistance, plusieurs dignitaires et membres distingués du clergé.

Le curé Pelletier, qui avait surnommé le Théâtre Canadien «les portes de l'enfer», était ce soir-là dans l'assistance. Lors d'une autre représentation, il y a eu des difficultés. Y avait-il trop de concerts et pas assez de vues animées?

Le 12 mai 1911

Le théâtre de vues animées a été transformé en ménagerie hier soir malgré la défense formelle de son propriétaire. Une dizaine d'étrangers, qui d'après moi ne méritent pas le titre de M.- ont sifflé, crié, hurlé... et même quelques-uns ont été assez habiles pour imiter le taureau d'un cercle agricole quelconque.

Nous n'avons aucun blâme à faire au propriétaire de ce bon théâtre, car il a averti, par deux fois, ces étrangers «de garder le silence s.v.p.», malheureusement pour les bien élevés, ils n'ont pas compris ce langage.

Franchement, ces individus ont battu le record, car il n'y a pas de polissons de ce calibre parmi notre population.

Ces gens trop vigoureux voudront bien remarquer que nous avons une belle prison qui domine le fleuve.

Ce fut la dernière mention dans **Le Progrès du Golfe** de vues au Théâtre Canadien. Dorénavant, on parle de fanfares, de concerts, de violonistes, de pianistes, de pièces de théâtre et de chant à la salle de M. Vallée. Les prêtres et les personnes distinguées assistent aux concerts et aux pièces de théâtre. Le Théâtre Canadien est un endroit

convenable.

Le 12 avril 1912

... une institution qui nous a souvent rendu service et qui est appelée à nous rendre encore de fort appréciables services dans nos démonstrations religieuses et civiles.

Mais les concerts n'attiraient pas autant de spectateurs.

Le 4 octobre 1912

... un concert à Rimouski, comme à Montréal et à Québec, n'est jamais, à cause de son caractère purement intellectuel, aussi avidement recherché des foules que les pièces théâtrales, le vaudeville et les vues animées auxquels le grand nombre s'intéresse davantage, il faut le reconnaître.

On cite le théâtre de M. Vallée une dernière fois.

Le 20 décembre 1913

Au moment de mettre nos dernières pages sous presse, un incendie éclate ce matin dans le Théâtre Canadien, propriété de L. O. Vallée, photographe, et le réduit en cendres.

Le premier cinéma rimouskois a duré trois ans et demi.

Références

Remerciements à Madame Huberte Garon.

Le Progrès du Golfe de 1909 à 1913.

MORRIS, Peter. **Embattled Shadows, A History of Canadian Cinema 1895-1939**. Montréal, McGill, Queen's University Press, 1978.

PRATT, George C. **Spellbound in Darkness, a History of Silent Film**. Greenwich, New York Graphic Society Ltd, 1966.

Travailler dans le Bas-Saint-Laurent : les modifications de l'emploi de 1951 à 1981

JEAN LARRIVÉE

AGENT DE RECHERCHE AU GRIDEQ

1 951 : oublier les affres de la Seconde Guerre mondiale, faire beaucoup d'enfants pour que la vie reprenne ses droits, avoir un emploi rémunéré lorsqu'on est une femme, prospérer, fonder des entreprises, des commerces, en un mot croire en l'avenir, tels étaient les idéaux de beaucoup de Bas-Laurentiens. Travailler dans le Bas-Saint-Laurent n'a jamais été facile. Des emplois peu nombreux assuraient un revenu plus ou moins suffisant à certains. D'autres devaient quitter la région sur une base saisonnière ou définitive.

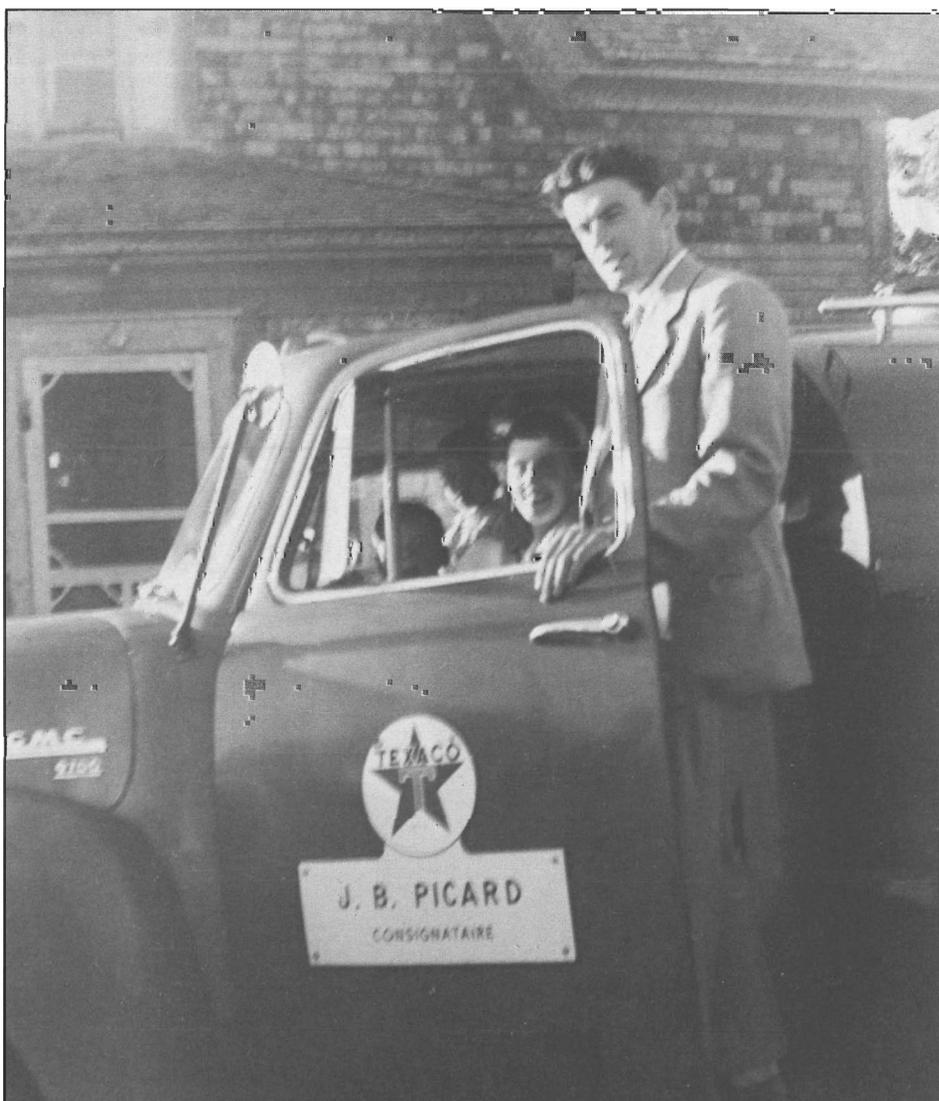
De 1951 à 1981, l'exode, vers la Côte-Nord ou vers Québec et Montréal, se poursuit, surtout durant les années soixante. À l'intérieur de la région, des gens quittent le haut-pays pour occuper les nouveaux emplois dans les commerces et les services en pleine expansion des villes de Rivière-du-Loup, de Rimouski et de Matane.

«Au bilan de ces trente années, on compte 21 000 emplois féminins de plus alors que la main-d'œuvre masculine progresse d'à peine 3300»¹. La population active augmente ainsi de 46 %. La majeure partie de cette hausse s'effectue durant la décennie 1970; cela s'explique en partie par l'arrivée massive sur le marché du travail de la génération née après la dernière guerre, par la participation accrue des femmes à la vie économique régionale et par l'intervention de l'État.

Tableau 1 Population active 1951-1981

	1951-1961	1961-1971	1971-1981	1951-1981
Effectifs	+2679	+1234	+20320	+24233
%	+5 %	+2,2 %	+ 35,6 %	+45,6 %

Source : recensements du Canada pour les années indiquées.



Au début des années cinquante, un chauffeur (André Larrivée) pose fièrement devant son camion GMC (photo anonyme).

On peut observer des différences notables dans l'évolution de l'emploi au niveau des divisions de recensement. En 1981, l'activité économique se concentre dans le comté de Rimouski : 41 % de personnes actives du Bas-Saint-Laurent y

travaillent. Cette proportion n'était que de 29 % en 1951. Cette concentration se fait au détriment de certains comtés, tel le Témiscouata dont la population active régresse de 8089 à 7220 personnes (11%) durant la même période.

L'évolution du nombre de chômeurs est un autre indicateur des modifications importantes de l'économie régionale. En trente ans, leur nombre est multiplié par dix, passant de 1343 (2,5%) à 14 420 (18,6%). Dans Matapédia, le chômage touche presque le tiers de la population (29%). Par rapport à l'ensemble du Québec (9,8% en 1981), le chômage est plus intense dans le Bas-Saint-Laurent et trois fois plus élevé dans la Matapédia.

Tableau 2 Population active par comté en 1951

Comtés	14 ans+	population active	Taux activité	personnes occupées	chômeurs	%
Rivi.-Loup	23 526	11 426	48,6	11 123	303	2,7
Témiscouata	15 823	8 089	51,1	7 907	182	2,2
Rimouski	31 518	15 582	49,4	15 233	349	2,2
Matapédia	18 993	9 419	49,6	9 200	219	2,3
Matane	17 677	8 626	48,8	8 336	290	3,4
B.St-Laurent	107 537	53 142	49,4	51 799	1 343	2,5

Source : Recensement du Canada 1951, volume V, tableau 2. Nous avons choisi les limites géographiques définies par les responsables du projet d'histoire du Bas-Saint-Laurent².

Le bouleversement le plus marquant de cette période est sans contredit la tertiarisation de l'économie bas-laurentienne : le nombre d'emplois agricoles et forestiers diminue tandis qu'apparaissent de nouvelles fonctions dans des secteurs, tels la fonction publique et parapublique, les services personnalisés.

Tableau 3 Population active par comté en 1981

Comtés	15 ans+	population active	Taux activité	personnes occupées	chômeurs	%
Riv.Loup	31 120	16 810	54,0	14 195	2 610	15,5
Témiscouata	14 555	7 220	49,6	5 890	1 330	18,5
Rimouski	52 620	31 350	59,6	26 495	4 855	15,5
Matapédia	17 755	9 535	53,7	6 775	2 760	28,9
Matane	22 980	12 460	54,2	9 595	2 865	23,0
B.St-Laurent	139 030	77 375	55,7	62 950	14 420	18,6

Source : Recensement du Canada 1981, catalogue 93-965, tableau 1 (échantillon de 20%). Statistique Canada utilise l'arrondissement aléatoire afin de conserver la confidentialité. Il est possible que certains totaux ne correspondent pas.

Quelques chiffres illustrent de façon éloquent l'ampleur du phénomène. En 1951, 16 213 personnes oeuvraient dans le tertiaire. Trente ans plus tard, ils seront 50 595, l'équivalent des deux-tiers de la population active du territoire. À l'inverse, les emplois primaires périssent de 61 % de 24 664 à 9560, surtout à partir des années soixante-dix. Ce remue-ménage économique n'affecte pas le secteur secondaire, c'est-à-dire les métiers reliés à la construction et à la transformation qui augmentent de 24 % (10 766 à 13 350).

Tableau 4 Emplois par secteur économique

	1951	1961	1971	1981
Primaire	24 664	20 154	9 880	9 560
Secondaire	10 766	7 836	9 425	13 350
Tertiaire	16 213	24 667	29 150	50 595
Total	51 643	52 657	48 455	73 505

Source : Recensements du Canada pour les années indiquées.

Signalons à titre d'exemple que le nombre d'emplois reliés aux finances, aux assurances et aux affaires immobilières double entre 1971 et 1981 (1325 personnes à 2600). Pendant cette décennie, les emplois dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels s'accroissent de 74% (de 14 095 à 24 535).

Une autre caractéristique importante : au début des années 1980, presque le quart des emplois totaux est relié au secteur public et parapublic, incluant les services municipaux. «Si, on les compare aux emplois du tertiaire,

Tableau 5 Population active par secteur et par comté en 1981

Secteurs	R.-Loup	Témiscouata	Rimouski	Matapédia	Matane	Région
Primaire	14,3	16,4	9,0	23,5	11,7	13,0
Secondaire	18,0	28,4	13,8	20,4	22,0	18,2
Tertiaire	67,7	55,2	77,3	56,2	66,3	68,8
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Source : compilation à partir des données du recensement du Canada de 1981.

Tableau 6 Population active par activité et par comté 1951

Activités	R.-Loup	Témiscouata	Rimouski	Matapédia	Matane	Région
Agriculture	3907	3135	4621	3791	2550	18004
Foresterie	526	1278	1397	1827	1375	6403
Pêche+trap.	6	—	8	—	37	51
Mines+car.	144	12	47	1	2	206
Fabrication	1788	1320	1974	976	1508	7566
Construction	559	250	1359	300	434	2902
Électricité	51	39	142	22	44	298
Transport	946	254	1121	367	413	3101
Commerce	1107	493	1411	524	740	4275
Finance	134	30	178	62	57	461
Service	1941	1035	3057	1196	1147	8376
Total	11374	8057	15508	9383	8588	52910

Source : recensement du Canada de 1951, volume iv, tableau 18.
Le total comprend les activités non identifiées.

les effectifs gouvernementaux correspondent à plus du tiers de ces travailleurs. Ces chiffres montrent l'extrême importance de l'emploi public et parapublic pour l'économie du Bas-Saint-Laurent³.

L'importance des emplois tertiaires varie d'un comté à l'autre. Dans Rimouski, 8 personnes sur 10 travaillent dans le secteur tertiaire; le ratio régresse à 7 sur 10 dans Rivière-du-Loup et Matane. Il semble évident que Matapédia et Témiscouata, les comtés de l'intérieur, ont une structure économique différente des comtés du littoral : seulement 55% des emplois sont reliés au tertiaire.

Dans Matapédia, il y a encore 1 personne sur 4 dont le travail dépend de l'exploitation des ressources naturelles que ce soit l'agriculture, la forêt ou les mines (secteur primaire). C'est dans le comté du Témiscouata que l'on retrouve la proportion la plus forte d'emplois (28,4%) reliés à la transformation et à la construction (secteur secondaire).

Si on scrute les chiffres plus en détail, on remarque une baisse marquée des emplois agricoles qui passent de 18 004 en 1951 (35% de la population active) à 4825 en 1981 (7%). Quant aux emplois forestiers, les pertes sont moins grandes : en 1951, il y a 6403 personnes dont les revenus dépendent directement de la forêt contre 3755 personnes en 1981 (voir les tableaux 6 et 7 à la fin du texte).



Fondation du Club des journalistes du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-Nord (photo Rita Chevron).



Débardeurs au quai de Rimouski-Est vers 1980 (photo Jean Larrivée).

* * *

De 1951 à 1981, l'économie bas-laurentienne connaît de profonds changements, surtout dans la décennie 1970. De nombreux emplois sont créés dans le secteur tertiaire pendant que le nombre de personnes travaillant à l'exploitation des ressources déclinent. Quant aux emplois liés à la transformation industrielle, que plusieurs considèrent comme un élément moteur de l'économie, ils augmentent malgré tout de 24%. Certains seraient portés à conclure que la hausse très prononcée du secteur tertiaire est artificielle et néfaste à l'économie :

(...) le gonflement du tertiaire est plutôt l'indice d'une anémie inquiétante du secteur secondaire. En fait le Québec reste devant les tâches ingrates et difficiles de renforcer son industrialisation (...) À brève échéance, le Québec devra arrêter ce mouvement de tertiarisation et rendre son secondaire beaucoup plus important⁴.

Au XVIII^e siècle, les physiocrates français, un groupe de philosophes de l'économie, s'inquiétaient déjà de la place croissante du commerce et de l'industrie au détriment de l'agriculture

Tableau 7 Population active par activité et par comté 1981

Activités	R.-Loup	Témiscouata	Rimouski	Matapédia	Matane	Région
Agriculture	1240	585	1520	860	620	4825
Forêts	650	510	940	1135	520	3755
Chasse+pê.	10	—	90	25	85	210
Mines	405	35	145	55	130	770
Manufactures	1825	1550	2440	1315	1705	8835
Construction	1070	410	1710	480	845	4515
Transport	1380	335	3690	550	860	6815
Commerce	2625	990	5035	1175	1775	11600
Finances+ass.	530	240	1195	265	370	2600
Services	5545	1840	10945	2490	3715	24535
Adm. publi.	840	400	2390	470	945	5045
Total	16805	7220	31350	9535	12460	77395

Source : recensement du Canada 1981, catalogue 93-965, tableau 17. Le total comprend les activités non déterminées. Les totaux ne correspondent pas toujours à la sommation à cause de l'arrondissement aléatoire utilisé par Statistique Canada.

qui était, selon eux, source de toute richesse. «C'est là seulement que par un don de la nature l'effort de production présente un excédent sur les coûts. Le commerce et l'industrie n'offrent aucun gain de cette sorte. Ils sont nécessaires mais stériles»⁵.

L'histoire nous montre que les craintes des physiocrates étaient non fondées. Les économies des pays les plus avancés n'ont pas cessé de se tertiariser au cours des dernières décennies. Existe-t-il des emplois parasites, inutiles? Très peu à mon avis. Tout ce qui contribue à améliorer la qualité de vie des citoyens d'un pays est important. Que serait notre quotidien sans restaurant, sans musique, sans théâtre, sans lecture, sans cinéma, sans commerce spécialisé? Un peu terne ne trouvez-vous pas?

Notes

1. Jean-Charles Fortin et al. **Histoire du Bas-Saint-Laurent**, Québec, IQRC, 1993, p. 616
2. Ibid., pages 596-628.
3. Jean Larrivée, «L'importance économique des secteurs publics et parapublics dans l'économie du Bas-Saint-Laurent 1970-1985» dans **Les villages ruraux menacés : le pari du développement** de Hugues Dionne et al., Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1989, p. 239.
4. Pierre Lamonde, «La tertiarisation de l'économie québécoise» dans **L'économie québécoise** sous la direction de Rodrigue Tremblay, Québec, PUQ, 1976, p. 352.
5. John Kenneth Galbraith, **Le temps des incertitudes**, Paris Gallimard, 1978, p. 21.

.....

Chroniques rimouskoises

Conventum de la rhétorique 1911-1912 au Séminaire de Rimouski

MARCEL LEBLANC
883, RUE ROLAND ROBERVAL G8H 1W1

Devise de la classe : *Pour Dieu et pour la patrie*

L'amitié, la fidélité et l'affection entre les confrères du cours classique de la dure époque des pensionnats constituent un phénomène malheureusement disparu de notre culture. À l'instar des hommes qui ont souffert ensemble durant quelques années dans les chantiers, dans l'armée, dans les prisons ou les pénitenciers, les confrères de classe des collèves d'antan savaient cultiver des amitiés impérissables et une loyauté indéfectible.

Le conventum

Il semble que l'origine d'un pacte (conventum) entre les élèves finissants d'une même classe date pratiquement de l'époque de la fondation des séminaires. Cependant, l'habitude de sceller ce conventum à la fin du cours de lettres, en rhétorique, aurait été établie au Séminaire de Québec vers 1850. À la fin du 19^e siècle, tous les séminaires diocésains du Québec suivaient cette tradition, mais on continuait toujours de prévoir la première réunion officielle dix

ans après la fin des études.

Le conventum que les élèves de rhétorique honoraient de leur signature et qu'ils s'engageaient à respecter était, année après année, à peu près semblable. Ils se choisissaient une devise, se juraient fidélité et amitié, et ils se promettaient des réunions officielles de dix ans en dix ans. Pour veiller au respect de ces promesses, trois officiers étaient élus parmi les confrères. Jusqu'à 1925, on faisait

imprimer les articles ou promesses autour de la photographie de groupe des élèves. Apparaissaient également sur ce document la photographie du Séminaire, le sceau de la Maison et, souvent, le drapeau Carillon-Sacré-Coeur. Le tout donnait une image d'environ 50 cm² dont chaque confrère recevait une copie à laquelle il réservait, généralement, une place d'honneur.

Aujourd'hui, il reste peu de ces souvenirs d'une époque révolue et même l'abbé Léo Bérubé (rhétorique 1928-1929), ex-archiviste à l'Archevêché, ne se souvient pas d'en avoir vus. Aux archives du Séminaire, il n'existe rien à ce sujet, sauf les photographies. Cependant, à la Maison de retraite des prêtres, on conserve les promesses du conventum de la rhétorique 1924-1925, le tout tel que traditionnellement présenté autour de la photographie de groupe.

Au milieu des années vingt, on a institué une nouvelle tradition au Séminaire de Rimouski, celle d'une mosaïque de photographies indi-



La Rhétorique 1911-1912 au Séminaire de Rimouski. Debout à l'arrière : l'abbé S.-Édouard Chénard, professeur. Rangée arrière, de gauche à droite : Edmée Latulippe, Émile Côté, Alfred Pinault, Eugène Boucher. Rangée avant : Adélar Leblanc, Eustache Langis, Joseph Chénard, Louis de Gonzague Fortin (coll. personnelle de Marcel Leblanc).

viduelles des rhétoriciens. Seule la devise de la classe apparaît sur l'assemblage, et les promesses du conventum demeurent personnelles et confidentielles sur un tiré à part.

Les huit séminaristes qui ont participé au conventum de la rhétorique 1911-1912 sont, par ordre alphabétique, les suivants:

Boucher, Eugène (1893-1980). Natif de Saint-Fabien. Cours classique au Séminaire de 1908 à 1914; président de la classe. Notaire à Trois-Pistoles de 1917 à 1963, soit durant une période de 46 ans. Marié et père de cinq enfants.

Chénard, Joseph (1891-1954). Natif de Bic. Cours classique au Séminaire de 1906 à 1907 et de 1908 à 1914. Secrétaire de la classe. Prêtre en 1917. Procureur du Séminaire de Gaspé de 1926 à 1930. Curé de Sainte-Annes-Monts de 1932 à 1954. Chanoine honoraire en 1951.

Côté, Émile (1893-1976). Natif de Saint-Fabien. Cours classique au Séminaire de Rimouski de 1907 à 1914. Prêtre en 1917. Curé de Saint-François d'Assise de 1923 à 1944. Également curé de Saint-Léon-le-Grand, Sainte-Angèle et Amqui de 1944 à 1968. Retraite à l'âge de 75 ans.

Fortin, Louis de Gonzague (1894-1959). Natif de Saint-Fabien. Cours classique au Séminaire de 1907 à 1913. Études agronomiques à La Pocatière et à la Sorbonne. Agronome. Professeur à la Faculté d'agronomie de La Pocatière de 1917 à 1959. Marié et père de douze

enfants. Président de la Corporation des agronomes du Québec de 1955 à 1957. Écrivain et journaliste. Décoré du Mérite agricole en 1943 et de la médaille Bene Merenti en 1959.

Langis, Eustache (1891-1971). Natif de Bic. Cours classique au Séminaire de 1907 à 1914. Médecin en 1919 à Matane. Marié et père de huit enfants.

Latulippe, Edmée (1889-1963). Natif de Cabano. Cours classique au Séminaire de 1908 à 1912. Infirmier sur les champs de bataille durant la guerre 1914-1918. Médecin en 1923 à Cabano. Marié et père de huit enfants. Décoré de la médaille Bene Merenti en 1949.

Leblanc, Adélarde (1893-1974). Natif de Saint-Gabriel. Études au Séminaire de 1906 à 1914. Médecin de 1919 à 1969 à Saint-Gabriel. Marié et père de cinq enfants. Maire de sa municipalité de 1927 à 1934. Président de la Société médicale du Bas-Saint-Laurent en 1943-1944. Décoré conjointement avec son épouse de la médaille du Mérite diocésain en 1944.

Pinault, Alfred (1890-1937). Natif de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur. Études au Séminaire de 1905 à 1914. Vice-président de la classe. Dentiste à Montréal en 1918. Professeur à la Faculté en 1921. Spécialisation à l'Université du Minnesota. Marié et père de deux enfants.

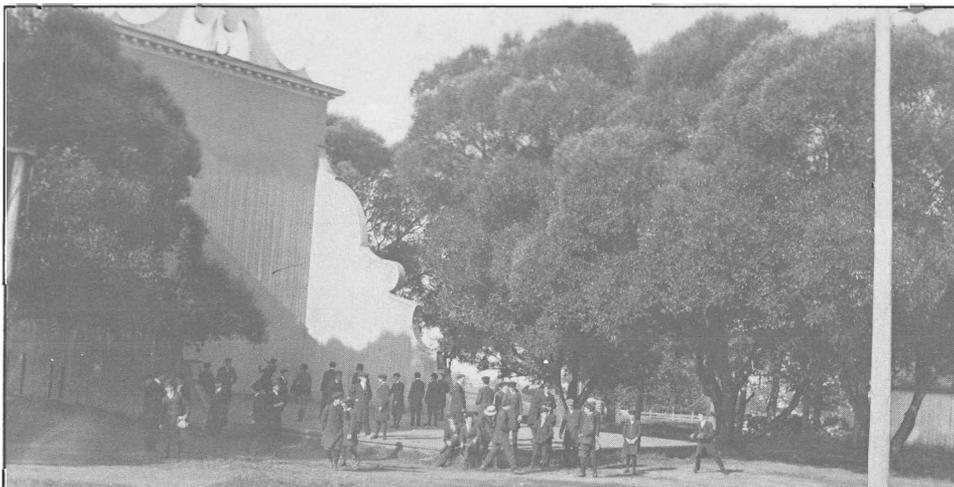
Les élèves de cette classe se sont réunis officiellement en 1924 et en 1935. Ils ont aussi participé aux grands

conventum de 1920 et 1940. Aux célébrations du centenaire en 1964, le dr Adélarde Leblanc, âgé de 71 ans, s'est retrouvé seul de sa promotion. La réunion de 1940, durant les heures les plus sombres de la Deuxième Guerre mondiale, ne fut pas aussi joyeuse que les organisateurs l'auraient souhaité. Celle de 1920 remporta un franc succès. Edmée Latulippe prouva à tous qu'il était le champion boute-en-train de toutes les générations d'étudiants. Ne dormant que trois ou quatre heures par nuit, on le vit tantôt dans un clocher pour haranguer la foule, tantôt sur un tracteur circulant à travers les tables dressées dans une grande tente pour le banquet officiel. Il était présent partout et ce furent ses interventions continuelles qui amusèrent et déridèrent l'assistance.

La vie quotidienne de l'époque au Séminaire

Pour inscrire un élève pensionnaire, il en coûtait 100 \$ par année de 1905 à 1910 et 120 \$, de 1910 à 1914. Un élève externe n'avait que 30 \$ à déboursier pour les frais scolaires d'une année complète. Comme frais supplémentaires, on demandait 10 \$ pour la literie, 10 \$ pour les élèves du cours commercial désirant apprendre la clavographie, 20 \$ pour l'étude du piano et quinze sous par jour pour celui qui avait le malheur de se faire interner à l'infirmerie.

Le jour de la rentrée scolaire, au début de septembre, la cour de récréation du Séminaire était envahie par des voitures chargées de jarres de beurre ou fromage, de billots ou tout autre produit de la ferme. C'était de cette manière que de nombreux cultivateurs défrayaient les frais de scolarité de leur enfant, promis à de hautes fonctions. C'était la foire à l'instruction ou le tribut que la culture de la terre rendait à la culture tout court.



La balle au mur au Séminaire de Rimouski en 1914 (carte postale).



Le 13 juin 1914, des prêtres et des élèves du Séminaire accompagnent un groupe de Rimouskois pour un service funéraire sur les lieux du naufrage de l'Empress of Ireland survenu le 29 mai 1914 (carte postale).

En 1906, six prêtres séculiers et deux pères Eudistes français se partageaient l'autorité au Séminaire. Ces religieux, qui consacraient leur vie à l'enseignement, devaient s'occuper d'environ 126 élèves en 1906 et 180 en 1914.

De 1907 à 1911, le directeur des élèves fut l'abbé Joseph April (1872-1959); nerveux, irascible et colérique, il a plutôt laissé un mauvais souvenir chez ceux qui ont dû subir ses foudres durant une longue période de quatre ans. Son seul nom évoquait tout un monde d'orages et de tempêtes.

Le Séminaire était un endroit où la vie austère et rigoureuse était contraignante. L'éclairage au gaz faisait souvent défaut et les élèves devaient parfois attendre la lumière du jour avant de pouvoir compléter leurs travaux. Au printemps 1908, une forte explosion du système d'éclairage sema la panique et certains élèves se jetèrent par les fenêtres du rez-de-chaussée, à la salle d'étude. On revint aux lampes à l'huile en attendant l'électricité en 1909. Là encore, le système était déficient et, du 15 mars au 18 juin 1914, on dut souvent avoir recours aux archaïques lampes à pétrole.

En 1906, les «cinq minutes» n'étaient que des «bécosses» localisées

à l'extérieur. Pour atteindre ce «locus sordidus» ou temple de la «Dea cloatica», les élèves devaient franchir un long corridor lambrissé de fines lattes espacées de quelques centimètres; durant l'hiver, la neige s'y accumulait et il fallait le traverser en rampant.

Chaque pièce possédait un poêle à bois et on transportait le combustible en traîneau dans les escaliers. Évidemment, les élèves occupaient leurs récréations à scier et à fendre ce bois. Au dortoir, durant les matins de l'hiver, il fallait casser la glace dans les bassins. Cette eau était transportée à la chaudière à partir de robinets parcimonieusement distribués au rez-de-chaussée.

Au réfectoire, on offrait une nourriture pour le moins frugale : du chiard famélique et des «bines» à l'eau claire. La cuisine était infestée de rats et un gros chien, Dash, s'y promenait librement et prenait des «gueulées» dans les contenants à sa portée. Les «anciens» encourageaient les élèves qui se plaignaient avec des phrases du genre : «C'était pire que ça dans mon temps!»

Comme dans tous les systèmes répressifs, la pratique de l'esquive devenait comme un sport ou même un

art parmi les étudiants. On fumait en cachette et, pour s'adonner à ce caprice, on se rendait parfois jusqu'au Fort Pic, près du moulin à scie de la Compagnie Price, à l'ouest de la rivière. À l'intérieur des murs du Séminaire, les élèves les plus malicieux possédaient des clefs qui ouvraient certaines portes dont celle de la bibliothèque. La plus grande partie des livres qui s'y trouvaient étaient à l'index et, par conséquent, ne pouvaient pas être lus, sous peine de «péché mortel». Il y avait aussi des documents concernant l'histoire du Canada qui ne correspondaient pas toujours à ce que les prêtres enseignaient.

* * *

Ces séminaristes ont fait tout leur cours classique avant la Première Guerre mondiale de 1914. Ils étaient imbus de principes conservateurs datant du 19^e siècle et même d'avant la Révolution de 1789. À cette époque, on enseignait entre autres que la langue était gardienne de la foi, que l'école obligatoire était immorale et que le gouvernement ne devait pas créer de ministère de l'éducation.

Les prêtres et les professionnels de cette promotion ont sûrement eu des manquements et commis des erreurs, mais ils ont continuellement donné l'exemple de constance au devoir, de dévouement et d'amour. Lorsqu'en 1980, Me Eugène Boucher, notaire, le dernier d'entre eux, rendit l'âme à l'âge de 87 ans, c'était à nouveau la fin d'une époque. À travers la marche inexorable du temps, cette génération qui, à sa façon, avait marqué l'histoire du Séminaire et du pays, disparaissait à son tour, comme tant d'autres avant eux. Ils allaient bien vite être remplacés et oubliés, mais les sillons qu'ils ont tracés demeureront.

Sources :

Annuaire du Séminaire de Rimouski.
Album des anciens du Séminaire de Rimouski, 1940.
 En collaboration, **Fêtes du cinquantenaire du Séminaire de Rimouski**, Rimouski, Imprimerie générale S. Vachon, 1920, 220 p.
 Tradition orale de la famille Leblanc.

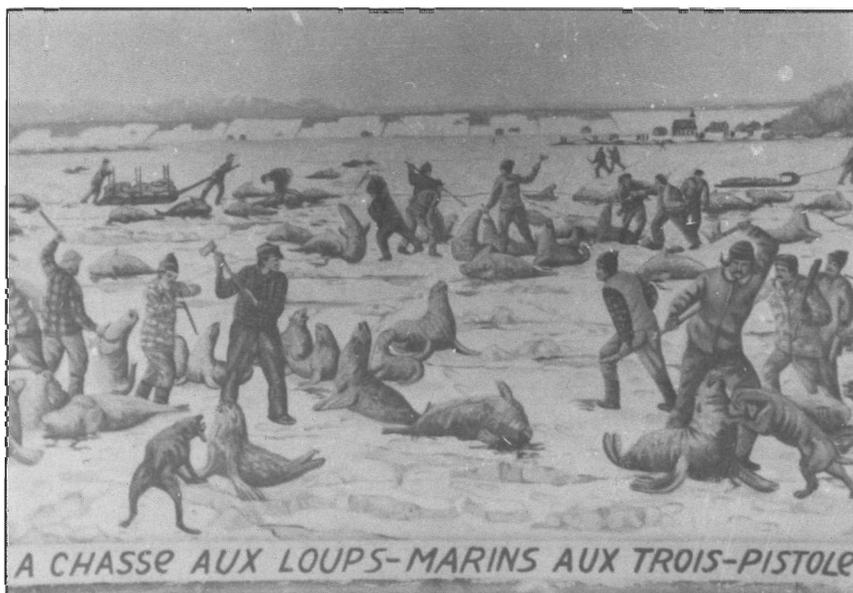
La chasse aux loups-marins de Trois-Pistoles : de la construction d'une légende à un mythe de fondation

LUC SAVARD,
ÉTUDIANT EN HISTOIRE À L'UQAR

Comme toutes les régions du Québec, le Bas-St-Laurent recèle une quantité de légendes qui se sont perpétuées par la tradition orale. Ces vieilles histoires qu'on range parmi les produits folkloriques locaux sont pourtant riches en enseignement. Si on y regarde de plus près, ces légendes peuvent nous en apprendre beaucoup sur le milieu dont elles sont issues, surtout dans le domaine des mentalités et de l'imaginaire d'une population. Le légendaire n'a pas pour seule utilité de divertir celui ou celle qui l'écoute. Il a une fonction beaucoup plus importante. Il contient des codes, des signes qui indiquent aux individus les normes et les limites qu'on ne peut franchir ou transgresser sans conséquence. Il contient souvent des rituels, des symboles plus ou moins évidents que les individus reconnaissent et interprètent. En général, les déviances y sont dénoncées et la bonne conduite approuvée. Selon les époques et les milieux, la croyance dont le légendaire fait l'objet a amené les hommes à adopter certains comportements, à se plier à des coutumes ou des rites, à craindre la colère des dieux ou appeler leur protection. Autre

aspect intéressant du légendaire, il s'articule autour de certains éléments historiques. Ces récits populaires reposent sur des faits plus ou moins vérifiés, parfois inventés qui se perpétuent grâce à la tradition. Ces faits subissent une transformation, le récit se modifie peu à peu au fil des ans et finit par prendre la forme d'une légende.

produits. Cette description fut faite par un témoin oculaire qui l'a consignée par écrit, ce qui est plutôt rare. On peut alors comparer le corpus légendaire à la version du témoin et déceler clairement les changements que le récit a subis pour se transformer en légende. Ces changements peuvent ensuite être interprétés et comme nous le verrons, des modifications parfois étonnantes peuvent survenir.



Une illustration de la chasse aux loups-marins (collection Société d'histoire du Bas-Saint-laurent)

L'analyse de la légende de la chasse aux loups-marins de Trois-Pistoles s'avère intéressante de ce point de vue. Il existe plusieurs versions écrites de cette légende qu'on peut comparer à une description des événements qui se seraient réellement

L'auteur de cette lettre est anonyme, il la signe «Un témoin oculaire». Selon certaines sources, il s'agirait du curé de la paroisse à cette époque, M. Philius Pouliot². L'autre catégorie rassemble l'ensemble des versions de la légende de la chasse aux loups-marins. J'ai pu

À propos des sources

Avant d'aborder l'analyse de la légende de la chasse aux loups-marins voici quelques remarques au sujet des sources sur lesquelles cette analyse s'appuie. Essentiellement, elles se divisent en deux catégories. La première est constituée de la version des faits tels que les a vus un témoin oculaire. Ce dernier fit parvenir une lettre au journal **Le Canadien** à Québec qui la publia le 5 janvier 1842¹.

constater que malgré des auteurs différents, les principaux éléments qui donnent sa forme à la légende se retrouvent dans toutes les versions consultées. En 1890, Charles-A. Gauvreau publie une monographie de Trois-Pistoles dans laquelle il raconte cette légende³ que lui aurait transmise Napoléon Rioux de Trois-Pistoles⁴. Toutes les autres versions que j'ai consultées et qui paraissent après celle de Gauvreau sont soit presque identiques, avec seulement quelques ajouts sans conséquences sur le récit, soit plus courtes, mais conservant l'essentiel du récit de Gauvreau. Devant l'homogénéité des versions, j'ai conclu que la légende avait pris une forme qui ne change plus à partir de la fin du XIX^e siècle. La légende s'est donc formée entre le moment où les événements ont eu lieu, en 1841, et celui où Gauvreau met la tradition orale sur papier, en 1890.

D'un fait authentique à la légende

Que s'est-il passé le matin du 23 décembre 1841 à Trois-Pistoles? Selon la version du témoin oculaire, plus de cent personnes se seraient retrouvées sur les glaces qui formaient un pont solide en face de Trois-Pistoles. Sur cette banquise se trouvait des centaines de loups-marins que les hommes auraient chassés. Vers 10 H du matin, un vent du sud se serait levé et aurait entraîné les glaces vers le large. Quelques personnes auraient réussi à regagner la terre ferme à temps, mais une cinquantaine d'entre elles seraient restées sur la banquise partie à la dérive. Les habitants restés à terre auraient cherché le moyen de sauver les naufragés, mais comme le raconte le témoin :

Les plus capables de partir en pareil cas étaient du nombre des malheureux. Point d'autres embarcations que des chaloupes de Pilotes, et la glace était trop faibles pour en supporter le poids, et d'ailleurs il fallait franchir un espace de pas moins de deux milles pour arriver à l'eau.

Ce n'est que vers 16 H qu'on trouve «une légère embarcation qui pouvait porter tout au plus 7 à 8 personnes». Elle fut mise à l'eau et menée par deux jeunes gens de Trois-Pistoles, Louis Sirois et Louis Rioux, qui seraient parvenus jusqu'aux naufragés. Quelques hommes auraient pris place à bord.

Cette première charge est donc mise en voie de salut, mais pour cela il fallait traverser à l'aviron un espace de pas moins de 20 arpents, ce qui formait 40 arpents au moins pour aller et venir. Pendant le trajet la banquise descendait et la noirceur augmentait si bien que les conducteurs de l'embarcation ayant dirigé leur route à peu près vers l'endroit où ils avaient pris la première charge ne virent plus de glace; quelle route prendre? Ils font force de rame, tournent en tous sens, enfin le sort veut où plutôt la Providence, qu'ils se dirigent du bon côté, il était temps, car la banquise allait dédoubler un petit rocher appelé Rasade et c'en était fait de 40 personnes. La Providence voulut donc qu'aucun ne périt, ils furent tous mis en sûreté sur la Rasade, d'où ils purent gagner la terre vers 10 heures du soir.

Bien que je n'ai pu contre-vérifier les faits rapportés par le témoin, ils m'ont semblé crédibles. Ce qu'on y trouve est bien en deçà de ce que la légende évoque.

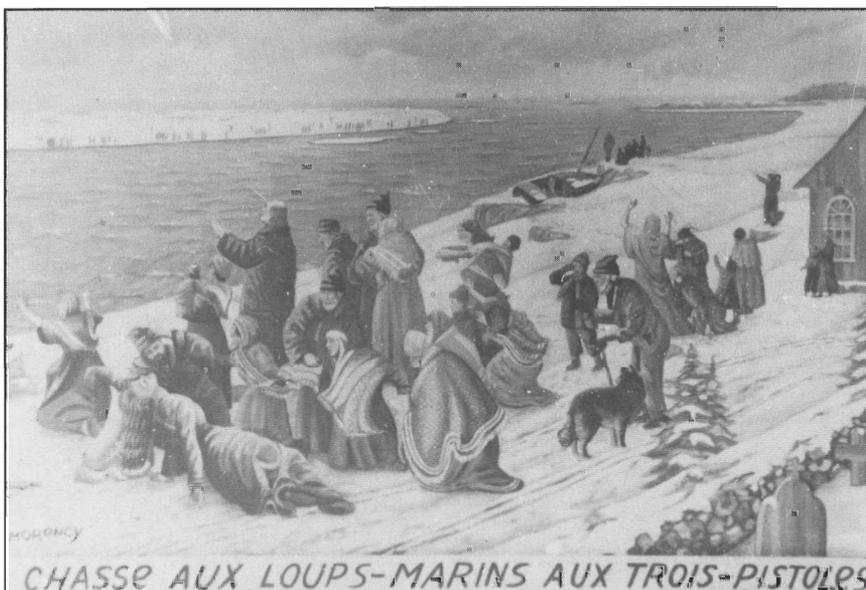
Il est certain que pareil événement a dû marquer la mémoire des habitants de Trois-Pistoles. Il aurait pu avoir des conséquences tragiques. L'histoire de ces chasseurs partis à la dérive a dû être racontée des centaines de fois et s'est transmise aux générations suivantes par la tradition orale. Presque 50 ans plus tard, en 1890, quand Charles-A. Gauvreau publie la version qu'il obtient de la tradition orale, de nombreuses différences sont apparues dans le récit. En cinquante ans, la tradition orale a apporté des changements au récit et lui donne une signification qu'il n'avait pas au départ. Voici ce que le corpus légendaire nous apprend.

En premier lieu, le nombre de naufragés sur la banquise qui dérive passe de 50 à 200. Pour un village de la taille de Trois-Pistoles à cette époque, perdre 50 hommes aurait été une tragédie lourde de conséquence, en particulier pour plusieurs familles. Privé de 200 hommes subitement c'est alors une véritable catastrophe qui aurait affecté l'ensemble de la communauté, menaçant même sa survie⁵. Il n'y a pas une famille qui n'aurait pas été touchée par ce drame. La légende augmente le nombre des naufragés, elle envoie à la dérive tous ces hommes qui sont le soutien de cette communauté. Les acteurs du drame ne sont plus que quelques-uns, c'est le village au complet qui se trouve impliqué ainsi. «Sur la grève, les pleurs, les cris, les prières à hautes voix, les vœux formulés sans respect humain formaient un sanglot étrange : sanglot d'un géant qui agonise dans la douleur»⁶.

Dans la version du témoin oculaire, il est fait mention que le curé «crut devoir exercer une des fonctions les plus sacrées de son ministère, tant il était difficile de croire que tous pussent échapper à la mort». Je présume qu'il s'agit ici de l'absolution. La légende par contre est plus explicite quant au rôle du curé. C'est autour de lui que se rassemble les paroissiens durant le drame. Il les reconforte, les encourage. On lui demande de faire un miracle. C'est alors que le curé, «semblable à l'ange de miséricorde intercédant sans cesse pour la terre»⁷, invite ses paroissiens à se mettre à genoux et donne l'absolution aux naufragés. Tous se mettent ensuite à prier, même les hommes sur la banquise. Se produit alors le miracle espéré. Le vent tourne, la banquise change de direction et se dirige vers une pointe de rocher : la Rasade. Une fois les glaces échouées sur ce petit îlot, les hommes peuvent rejoindre la terre ferme et retrouver leurs familles.

De cette partie de la légende, on remarque deux choses. Premièrement, la version du témoin ne

fait pas mention que la banquise ait été s'échouer sur la Rasade. Elle suggère plutôt que se sont les sauveteurs qui ont mis les hommes en sécurité sur la Rasade au moment où la banquise allait doubler ce rocher. C'est possible car la distance à parcourir est alors beaucoup plus courte que s'ils devaient ramener les hommes sur le rivage. Deuxièmement, la légende a complètement escamoté le rôle des deux jeunes gens de Trois-Pistoles qui ont réalisé le sauvetage.



Une autre façon d'illustrer la chasse (collection Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent).

Le sauvetage y est attribué à la volonté divine, à un pur miracle. Aucune des versions de cette légende ne mentionnent le rôle de deux jeunes de Trois-Pistoles. C'est là un détail très intéressant. Sans la version du témoin, on aurait complètement ignoré le rôle de ces deux jeunes gens puisque la tradition orale les a éliminés du récit. Telle qu'elle est, la version légendaire du sauvetage des hommes est attribuable à un changement de cap de la dérive de la banquise vers la Rasade. Seulement voilà, le sauvetage est fait par des hommes qu'on a choisi d'oublier. Alors qu'on aurait pu en faire des héros, on a plutôt occulté leur rôle au bénéfice de la volonté divine.

Le déroulement des événements subit aussi une modification. Le témoin rapporte que les glaces auraient cédé vers 10 H du matin. Selon ce que rapporte Gauvreau, cela ce produit alors que «le soleil s'éloignait à l'horizon et les ombres du soir allaient s'allonger». Une autre version parle même de «la nuit venue»⁸. Donc, dans la légende, on passe la journée à chasser d'où la quantité importante de bêtes tuées qu'on cite dans toutes les versions consultées : «plus de 700» chez

D'Amours⁹, même chose chez Potvin¹⁰, «pas moins de six ou sept centaines» chez Lafrance¹¹. Une telle quantité de bêtes représente une source de richesse estimable en ces temps difficiles, les peaux et la graisse sont d'une grande utilité. Et que font nos braves chasseurs au moment où les glaces cèdent? Ils se disputent la propriété des amas de peaux et de graisse. «On contestait et on se chicanait au besoin, en réclamant ce qu'on pensait être sa part»¹². Leur attention est retenue par des considérations matérielles. «Pendant qu'on se disputait les richesses de la mer, richesses d'un moment comme tout ce qui est de la terre, on ne s'apercevait pas... que la glace, devenue plancher mouvant, se détachait lentement de la rive»¹³. Le témoin oculaire ne fait aucune mention du nombre de bêtes tuées ni d'une quelconque querelle au sujet de leur propriété. Cet ajout au récit ne sert qu'à introduire une leçon que Lafrance résume ainsi : «Le Bon Dieu avait fait un miracle pour faire comprendre la petite valeur des biens de la terre devant la mort, pour raccorder tous les esprits, et pour jeter dans la charité mutuelle tous ces braves gens, qui s'étaient épris de fortune et chamaillés un moment pour des riens»¹⁴.

Comme on peut le constater, les changements apportés au récit lui donne une signification toute particulière. Nous ne sommes plus en présence d'un fait divers. L'incident est devenu une légende. Les acteurs du drame prennent la valeur de symbole : les hommes de la banquise représente la population de Trois-Pistoles, les loups-marins en telle quantité deviennent une richesse, le curé prend le rôle d'un médiateur entre les hommes et

Dieu. Ces symboles se mettent en action et ce qu'ils font contient un message. La légende peut se résumer alors de la façon suivante. Les hommes, qui représentent l'ensemble de la communauté, font la chasse aux loups-marins. Il y en a une telle quantité que les hommes parviennent à accumuler des tas de graisse et de peaux un peu partout sur la banquise. La chasse dure presque toute la journée et à la fin de celle-ci, des querelles éclatent sur les glaces. On se dispute la propriété du butin. Ce comportement ne rencontre pas la norme, il met la survie de la communauté en péril. La discorde règne toujours quand les glaces partent pour le large. Comme la dérive semble mener ces hommes vers une mort inéluctable, on demande au curé du village d'intercéder. Il agit comme un véritable médiateur et on attend de lui un miracle. Il absout alors les hommes et invite le reste de la communauté à prier. Le miracle espéré se produit : la banquise change de cap et se dirige vers un lieu sûr -la Rasade- d'où les hommes pourront regagner la terre ferme et retrouver leurs familles.

En bout de ligne, le message que livre cette légende est double. D'une

part, il y a la nécessité pour cette communauté de rester solidaire. La recherche et la quête de richesse personnelle risquent d'être dommageable pour l'ensemble de la population. L'individualisme n'a pas sa place. La glace part à la dérive quand les hommes se disputent. Le drame débute au moment même où le comportement des hommes est inacceptable. D'autre part, la légende fait la démonstration de la force de la Foi et de la prière dans les moments d'épreuve. La légende place l'Église en position de force, Dieu est intervenu pour sauver ces hommes par l'intermédiaire de son représentant terrestre, le curé du village.

Ce que la légende évoque n'est pas sans rappeler le discours dominant de la deuxième moitié du XIX^e siècle au Québec, surtout en milieu rural. Patrie, Église, Famille sont les valeurs de base du discours durant la période où les événements du 23 décembre 1841 se transforment en une légende. Pendant 50 ans, le récit se modifie. On retranche des éléments et on en ajoute pour lui donner un sens. Le message que nous livre cette légende aujourd'hui, les valeurs qu'elle met de l'avant, font partie de celles qu'on privilégiait à cette époque.

De la légende à un mythe de fondation

La population de Trois-Pistoles a conservé le souvenir de cette légende par la tradition orale, mais aussi grâce à la présence d'une croix qu'on a plantée à l'endroit où se serait échouée la banquise et ses naufragés, la petite île qu'on nomme la Rasade d'en haut. La présence de cette croix dans le paysage est un rappel constant des événements. La version du témoin oculaire mentionne l'intention de quelques citoyens d'y ériger une croix en souvenir de cet événement. La promesse est tenue, l'été suivant une croix de bois y est plantée. En 1877, une nouvelle croix de bois remplace la première qui s'est détériorée. Enfin,

une troisième croix est érigée pour le 90^e anniversaire de cette «protection providentielle» en 1929¹⁵!

Pourquoi en 1929 et non en 1931 comme il se devrait? Toutes les versions de la légende que j'ai pu consulter donnent comme date des événements le 23 décembre 1839. Seule la version du témoin donne la date du 23 décembre 1841. Pour le moment, j'en ai pas d'explications pour cette différence. C'est une modification qui s'est produite avant que Gauvreau n'écrive sa version puisqu'il donne cette date. Tout le monde reprend cette erreur ensuite.

La troisième croix qu'on érige en 1929 comporte une autre modification de date. Cette fois-ci, la croix est faite de granit et son installation est l'oeuvre d'un comité dont font partie des membres du clergé et des notables de Trois-Pistoles¹⁶. On y appose une plaque de bronze sur laquelle on fait graver ce qui suit : «*Nos pères, partis à la dérive sur les glaces en chassant le loup-marin, atterrirent providentiellement sur cette île, ce 25^e jour de décembre 1839. Hommage de leurs descendants*». Voilà qu'on passe du 23 au 25 décembre, jour de Noël. Cette modification révèle l'importance qu'on entend donner à cette épisode de l'histoire de Trois-Pistoles. Le drame qu'a vécu cette communauté n'a plus eu lieu à un moment quelconque de l'année, mais bien le jour même de la naissance du Sauveur. La nouvelle date est plus forte symboliquement. On passe de la légende au mythe, d'une histoire plus ou moins réelle à une explication des origines de cette communauté.

Au moment où on érige cette troisième croix, le souvenir qu'elle entend rappeler à déjà pris la forme d'une légende depuis longtemps. Le fait qu'on remplace la croix périodiquement quand celle-ci est trop détériorée témoigne du désir de garder vivant la légende qu'elle évoque. Ce que l'on a fait graver sur la plaque de bronze nous renvoie directement à la

légende, à ces 200 hommes qu'on nomme ici «*nos pères*» et qui faillirent disparaître au large ce qui, le cas échéant, aurait mis en péril la survie même de cette communauté. Ces hommes sont les bâtisseurs de Trois-Pistoles et selon ce qu'on peut lire sur cette plaque, ils ont la vie sauve grâce à l'intervention de la divine providence le jour même de la naissance du Sauveur. Comment ne pas conclure alors que Trois-Pistoles doit son existence à la volonté de Dieu qui a sauvé ces hommes? Il ne s'agit plus ici d'une simple légende, mais d'un véritable mythe de fondation. La courte inscription sur la plaque de bronze est chargée de symboles, les principaux éléments qui créent un mythe y sont réunis. Dieu s'y manifeste sous une forme providentielle qui permet à des hommes, des «*pères*» de la communauté, de prendre pied sur une île après qu'ils eurent erré «*à la dérive sur des glaces*». En fait, l'inscription de la plaque est une allégorie, une reformulation d'un mythe plus ancien, mais qui fait partie de notre culture judéo-chrétienne : celui du peuple qui se cherche une terre d'asile après une période d'errance provoquée par une faute, une offense faite à Dieu.

On le voit, le mythe et la légende se sont tous les deux éloignés de ce que nous connaissons des faits. La différence la plus remarquable à mon avis est la disparition des deux jeunes sauveteurs du récit. Ces deux jeunes, après leur exploit, devaient être connus de tous à Trois-Pistoles. Ce sont eux les héros de cette histoire. La légende pourtant les oublie. On a préféré construire la légende sur le modèle d'un mythe religieux, la puissance des forces divines, plutôt que de créer deux héros. Comment expliquer ce phénomène? Faut-il y voir là l'influence de l'Église sur la culture et le discours populaire? Est-il possible que l'Église ait récupéré, ou à tout le moins infléchi, ce récit populaire pour qu'il concorde à ses vues?

.....

Notes

- 1 On peut lire cette lettre publiée intégralement dans la **Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent**, vol. 2, no 2 (octobre 1975) : 23 à 25.
- 2 Silvio Dumas, *«Une dramatique chasse aux loups-marins à Trois-Pistoles en 1841»*, **Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent**, vol. 2, no 2 (octobre 1975) : 25.
- 3 Charles-A. Gauvreau, **Au bord du Saint-Laurent**, Rivière-du-Loup, Imprimerie du St-Laurent, 1923, 86 p. Réédition de son ouvrage paru en 1890 à Lévis.
- 4 Silvio Dumas, **op. cit.**, p. 23.
- 5 11 ans après le drame, Trois-Pistoles compte 340 «chefs de ménage» selon le recensement du Canada de 1852. Cela donne une idée des proportions que prend la légende à propos des hommes qui partent à la dérive. Cité par Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, **Histoire du Bas-Saint-Laurent**, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 210.
- 6 Mathias D'Amours, **Les Trois-Pistoles**, vol. 1, 1946, p. 241. Ce livre est une copie de l'ouvrage de Gauvreau paru en 1890 «revu et complété jusqu'à date» par D'Amours.
- 7 **Ibid.**, p. 243.
- 8 Pierre Lafrance, **Les croix joyeuses des Trois-Pistoles et les cinq églises 1696-1946**, Rivière-du-Loup, Imprimerie le St-Laurent, 1946, p. 11.
- 9 Mathias D'Amours, **op. cit.**, p. 238.
- 10 Damase Potvin, **Le Saint-Laurent et ses îles**, Québec, Édition Garneau, 1945, p. 186.
- 11 Pierre Lafrance, **op. cit.**, p. 11.
- 12 **Ibid.**, p. 12.
- 13 Mathias D'Amours, **op. cit.**, p. 239.
- 14 Pierre Lafrance, **op. cit.**, p. 14.
- 15 Mathias D'Amours, **op. cit.**, p. 247.
- 16 **Rapport annuel de la Société Provancher**, Trois-Pistoles, 1940, p. 39.

.....

Vieux écrits

PRÉSENTATION DE PIERRE COLLINS,
ARCHIVISTE

Cette chronique a pour objectif de ressortir de l'oubli des textes et des documents d'archives dont le contenu est encore aujourd'hui intéressant et très instructif pour connaître la description et la perception des lieux et des événements d'hier.

Nous vous livrons aujourd'hui le «supplément» qu'Arthur Buies incorpora à ses rapports relatifs à l'état de la colonisation dans les comtés de Rimouski, de Matane et de Témiscouata déposés à l'Assemblée législative en décembre 1890.

Note : Le rapport sur le comté de Matane fera l'objet d'une prochaine parution dans notre revue.

Supplément aux Rapports sur les comtés de Rimouski et de Matane

*À l'honorable H. Mercier,
Premier ministre de la province de Québec*

Monsieur le Premier,

L'état avancé de la saison, des pluies fréquentes, ou bien des froids prématurés, accompagnés de brouillards intenses qui se répandaient au loin sur les campagnes, en les déroband aux regards, m'ont empêché de compléter, pour cette année, l'étude que j'avais entreprise sur l'intérieur des comtés de Rimouski et de Matane.

Trois fois je me suis mis en route pour visiter la partie supérieure du comté de Rimouski, en arrière des paroisses de Saint-Simon et de Saint-Fabien, et trois fois j'ai dû revenir sur mes pas, à cause de l'impraticabilité des chemins et de l'impossibilité où le mauvais temps me mettait de me rendre compte des lieux.

Néanmoins, ces trois tentatives, toutes désagréables et quelque peu coûteuses qu'elles aient été, sont loin d'avoir été négatives et de ne m'avoir pas offert quelques nouveaux matériaux à recueillir. Notre pays est si peu connu, surtout de nous-mêmes, que des endroits comparativement rapprochés nous semblent comme autant de découvertes à chaque pas que nous faisons. Cela est inévitable dans un pays jeune, où de nouvelles paroisses, de nouvelles missions et de nouveaux groupes de colonies se fondent tous les ans, mais il n'en est pas moins vrai que nous manquons des éléments essentiels, des bases géographiques nécessaires pour diriger le voyageur qui veut étudier et reconnaître avec fruit les régions qu'il parcourt. Il est obligé de s'en rapporter aux renseignements la plupart très vagues, souvent incorrects, souvent contradictoires qu'il recueille en passant. La surface du pays n'ayant été encore que très imparfaitement étudiée, les cartes monographiques n'existant pas, on se trouve sans boussole et sans bases d'appui. Il faut tout créer soi-même au fur et à mesure que l'on avance, rectifier même les renseignements que l'on obtient et se faire une carte personnelle, laquelle a le défaut grave de ne pouvoir être suivie par le lecteur. Des expéditions comme celles que j'entreprends devraient être conduites jusqu'à un certain point scientifiquement de manière à présenter comme autant de monographies distinctes et sûres de chaque région, de chaque comté, mais il est impossible, avec nos ressources actuelles, de songer à exécuter un plan de cette étendue et de cette perfection; aussi devons-nous nous contenter d'exposer, avec toute l'attention et tout le scrupule possibles, ce que nous voyons, et d'en tirer le meilleur parti pour l'instruction préparatoire de nos compatriotes.

Vous avez pu voir dans mes précédents rapports, monsieur le Premier, l'importance et les perspectives d'avenir des deux vastes comtés de Rimouski et de Matane; et cependant, on ne les

.....

connaît encore que très imparfaitement; il y reste encore de vastes étendues inexplorées et absolument lettre-morte, non seulement pour le public, mais encore pour l'homme d'étude. Il n'y a pas lieu de remonter au-delà du siècle actuel pour trouver l'origine des plus anciennes paroisses du comté de Rimouski, le plus ancien des deux. Je me rappelle un temps où les paroisses de Saint-Simon et de Saint-Fabien, aujourd'hui si bien établies et si populeuses, n'avaient pas entre elles seulement un chemin voiturable. Pour aller de l'une à l'autre, il fallait «faire portage», absolument comme entre deux lacs et les gens qui s'aventuraient dans cette région encore primitive et inculte étaient obligés de faire deux lieues à pied, à travers le bois, sur un chemin de pontage ou de pieux disposés traversalement, au milieu d'une savane pleine de fondrières. On n'y allait qu'avec des voitures grossières, on enlevait une partie des bagages qu'on portait sur le dos, souvent même il fallait dételer pour pouvoir conduire les chevaux et les voitures par des sentiers moins marécageux, et lorsqu'on arrivait, avec peine et misère, aux premières maisons des deux paroisses naissantes, la journée était faite et l'on n'avait qu'à songer au repos.



Rassemblement hivernal près de l'église (collection L. Pineau).

Aujourd'hui bois, savanes et fondrières ont disparu, un beau chemin parcourt ces lieux jadis inabornables; la culture est partout en plein rapport; les champs se touchent sans interruption et l'on se croirait au milieu des plus anciennes campagnes du pays.

À deux pas de la route passe le chemin de fer Intercolonial, qui permet aux habitants d'expédier leurs produits sur place, et, en arrière, s'étendent cinq à six rangs de concessions, rattachées au chemin principal par différents chemins de colonisation.

De nouvelles paroisses se sont établies dans l'intérieur, et, à certains endroits, entre les comtés de Rimouski et de Témiscouata, on trouve des paroisses qui atteignent presque la frontière du Nouveau-Brunswick. L'accès en est facile, quoique le pays soit d'aspect montagneux; mais, nous l'avons dit déjà, il n'y a pas à proprement parler de chaînes de montagnes sur la rive sud du Saint-Laurent, mais simplement des élévations plus ou moins considérables, que la charrue peut attaquer avec succès. Il faut en exempter cependant, de temps à autre, certains endroits où la nature s'est livrée à des caprices surprenants et où elle a imprimé le cachet de fantastiques grandeur et d'apparence formidable qui est propre à notre pays. C'est ainsi que la paroisse de Saint-Fabien, ici même où nous sommes, s'est dérobée à la vue du fleuve Saint-Laurent et comme protégée contre lui par une énorme masse de rochers, de cinq à six cents pieds de hauteur, qui bordent tout le littoral, qui tombent perpendiculairement dans le fleuve, suivant les formes les plus variées et les plus saisissantes, et que l'on a appelés pour cette raison «les murailles de Saint-Fabien». Quiconque n'a pas vu «les murailles de Saint-Fabien» ne connaît pas l'une des structures granitiques les plus grandioses de notre pays, et cependant, aucune description n'en a encore été donnée, aucune mention n'en a été faite, si ce n'est dans un rapport accompagné de plans descriptifs, qu'avait élaboré jadis monsieur Michaud, ingénieur au service du gouvernement fédéral. Malheureusement, ces rapports et ces plans ont été détruits dans l'incendie qui a consumé la bibliothèque provinciale en 1883, et nous avons perdu ainsi le seul document contenant des notions techniques et positives sur ce que nous pourrions appeler l'un des phénomènes de la nature canadienne.

Cette énorme masse de rochers granitiques superposés, interrompt brusquement la ligne des campagnes qui se suivent à peu près régulièrement sur la rive sud du fleuve. On dirait que tout l'effort des phénomènes éruptifs, ailleurs retenu et comprimé sur cette rive, s'est concentré sur ce point, et a fait explosion, de manière à rejeter de la poitrine du globe tout ce qui l'embarassait et

la resserrait. Quand on contemple en passant sur le fleuve, cette rangée formidable de titans de pierre, qui semblent présenter un front de bataille inattaquable, on ne peut se détendre d'une sorte de terreur mystérieuse, de ce serrement d'âme inéluctable qu'on éprouve au pied des hautes montagnes qui nous dominent, nous écrasant de toute leur hauteur et ont l'air de vouloir nous attirer sous leur masse. On se sent comme incapable de jamais y pénétrer ou même de les aborder. Où peut-il y avoir un rivage accessible au bas de ces monts farouches de caps dressés à pic, sombres et menaçants, enveloppés d'une ombre impénétrable? Y-a-t-il là un endroit que l'homme puisse librement fouler du pied, sur cette grève qui semble invisible? Mais cependant, que l'on domine un instant la première impression, la première sensation de terreur ou d'éloignement, et que l'on ose approcher, les plus agréables et les plus ravissantes surprises vous attendent. Dépouillant à demi leur physionomie sauvage, les monts semblent vous accueillir et vous offrir un asile dans les nombreuses baies et criques qui découpent leurs flancs; les formes gracieuses de ces baies, leurs contours riants et lumineux, éclairés d'un jour d'été, resplendissant dans leur parure de verdure fraîche, offrent le plus attrayant des contrastes; on dirait des sourires d'enfants sur des figures de monstres.

Les innombrables accidents de terrain font naître les imprévus les plus saisissants, les aspects pittoresques les plus variés et les plus inattendus. Loin d'être inaccessibles, les rivages s'abaissent

doucement et harmonieusement sous les pas; en arrière d'eux parfois se dessinent de légères et flexibles croupes, comme des veines gonflées de la terre; ce sont des coteaux, de quelques mètres à peine de hauteur, d'un admirable dessin, qui offrent leurs sommets arrondis à la demeure de l'homme et se prêtent avec la plus grande docilité à la culture. D'autres fois, les montagnes laissant entre elles de tranquilles et larges intervalles, permettent au terrain de s'étendre librement et de former de véritables petits champs, où quelques hommes isolés, vivant de pêche et d'un peu de travail agricole, ont déjà fait mûrir des moissons. Un beau chemin contourne le rivage aux innombrables



Des travailleurs, parfois très jeunes, posent devant leur gagne-pain (anonyme).

détours, dont chacun d'eux offre subitement un spectacle nouveau : tantôt ce sont des îlots qui émergent brusquement du sein d'une petite baie jusque-là cachée par les reliefs du terrain; tantôt ce sont des caps énormes qui apparaissent comme rejetés violemment du sein de la terre et que le regard n'avait pas encore aperçus. Ces caps, entre autres le cap à l'Original, célèbre parmi les navigateurs, se voient de très loin sur le fleuve; ils prennent la forme d'une ligne demi circulaire de mornes, toutes plus hérissées les unes que les autres, mais, sur terre, on ne les aperçoit que lorsqu'on est pour ainsi dire sur le point d'en être écrasé. Dans les entrailles mêmes de cette bordure formidable de montagnes qui semble, de loin, n'avoir aucune interruption ni aucune variété d'aspect, la nature a creusé la baie la plus admirable, la plus parfaite et la plus attrayante, dans son pittoresque sauvage et grandiose, que l'oeil puisse contempler. C'est la baie des Ha! Ha! qui a tiré son nom sans doute du cri d'admiration poussé par les premiers hommes qui l'entrevirent. Cette baie a près d'un mille de longueur, sur une largeur d'environ un demi mille. Elle est absolument sauvage, quoique offrant le plus sûr et le plus charmant des asiles.

Au-delà du rivage où elle s'arrête, les montagnes entr'ouvertes pour lui donner passage ne se referment plus; elles laissent entre elles, au contraire, un large espace découvert qui se prolonge jusqu'à un autre rivage plus éloigné. C'est là que sont les plus beaux champs et les plus pittoresques endroits d'habitation de ce singulier coin de terre. Tout cet espace est remarquablement plat, rayé seulement d'un coteau peu élevé, que l'on dirait s'être formé là tout exprès pour recevoir de

.....

pittoresques maisons de campagne et pour offrir à leurs habitants une vue plus étendue et plus complète de la nature environnante. On est porté à croire que cet espace était autrefois entièrement recouvert par les eaux; mais laissons aux géologues à faire cette hypothèse, et disons en termes de simple voyageur, familier avec les beautés naturelles de son pays, qu'il n'est pas d'endroit qui offre à la villégiature un charme et un attrait comparables à celui qu'offre la baie des Ha! Ha! de Saint-Fabien, encore si peu connue et pourtant si digne d'être chantée par les premiers des bardes. Le nom de «baie des Ha! Ha!» a été étendu à toute la région que nous venons de dépeindre, et que l'on dit communément «aller à la baie des Ha! Ha!» et non pas aller aux «Murailles» de Saint-Fabien. Cela représente un inconvénient, parce que les voyageurs et les touristes du continent américain sont bien familiers avec la baie des Ha! Ha!, qui est formée par la rivière Saguenay, et qui est bien plus considérable, mais infiniment moins pourvue de beautés naturelles que celle de Saint-Fabien. Celle-ci une fois bien connue, deviendra immanquablement un rendez-vous favori des familles en villégiature. Quelques-unes déjà y sont venues ces années dernières, mais l'éloignement, la difficulté des communications les ont détourné d'y revenir. De la grande route de Saint-Fabien à la baie des Ha! Ha! il n'y a en effet qu'un chemin grossier, escarpé et rocailleux. Deux voitures ne peuvent s'y rencontrer, et à peine une voiture seule peut-elle manoeuvrer sans accident dans la côte remplie de cailloux qui mène au rivage. Il a été question récemment de construire un embranchement de chemin de fer partant de la station du Bic, paroisse voisine de Saint-Fabien, et allant aboutir à la baie des Ha! Ha! en suivant le littoral du fleuve, à une courte distance; ce projet, je le crois, recevra son exécution peut-être avant longtemps. À nous il appartient de faire connaître au public un des sites les plus enchanteurs de notre pays; à nous il appartient d'y appeler les familles qui cherchent avant tout à jouir, dans leur villégiature, de ce que le paysage canadien offre de plus noble et de plus grandiose, et nous profitons avec empressement de l'occasion qui nous est offerte de faire une réclame patriotique qui apporte un charme réel à nos devoirs de profession.

Les deux paroisses de Saint-Fabien et de Saint-Simon forment l'extrémité supérieure du comté de Rimouski. En arrière de cette dernière s'étend l'intéressante paroisse de Saint-Mathieu qui n'est constituée que depuis vingt-quatre ans et qui paraît avoir un bel avenir devant elle, grâce à l'excellence de ses terres, à la beauté de son site, aux importantes carrières de pierre rouge qu'elle renferme, et dont l'exploitation est à peine entamée, grâce enfin à l'admirable lac qui la traverse à peu près dans toute sa longueur, lac depuis nombre d'années célèbre parmi les sportsmen et reconnu comme l'un des plus beaux et des plus poissonneux de la province, (à ce dernier titre, il semble inépuisable), et dont il serait facile de faire une source d'alimentation locale assez profitable pour donner des moyens de subsistance à bon nombre de personnes. Le lac Saint-Mathieu se décharge dans la rivière dite du «Sud-Ouest», qui se jette dans le fleuve à l'entrée du Bic, après une course extrêmement capricieuse d'environ une vingtaine de milles, navigables sans interruption. Cette paroisse est remarquablement douée au point de vue de la fertilité de ses terres, de sa situation et du caractère particulier de sa physionomie, qui semble toute empreinte de vigueur et d'originalité. Qui a vu le lac Saint-Mathieu en garde longtemps le souvenir. Il est certains traits de physionomie qui, quoique aperçus souvent à la dérobée, laissent dans la mémoire une empreinte qui se dessine et s'accroît de plus en plus avec le temps : le lac Saint-Mathieu est de ceux-là, comme le Témiscouata, comme le Témiscamingue, comme le lac Archambault dans les cantons du nord de Montréal, comme le lac Saint-Jean enfin, pour ne mentionner que les privilégiés. Leur aspect donne à l'esprit et au coeur une jouissance réelle, et quand on ne les a plus sous les yeux, la pensée s'y reporte d'elle-même avec plaisir et l'on aime à les dépeindre pour en ressusciter et en rafraîchir l'image.

Malgré tous ces avantages la paroisse de Saint-Mathieu n'a pas rapidement progressé; accusons-en encore ce lamentable fléau de l'émigration, qui décime toutes nos campagnes d'un bout à l'autre de la province. Néanmoins, ce fléau tend à diminuer quelque peu dans la paroisse de Saint-Mathieu; la population s'y élève actuellement à près de mille âmes, mais les jeunes gens, malheureusement, y manifestent un goût de moins en moins prononcé pour la culture; ils préfèrent le travail des fabriques, ils s'en vont au loin et la paroisse, privée de ses plus robustes éléments, ne peut que grandir avec lenteur et ne se développe pas en raison des nombreux avantages qu'elle possède.

.....
REVUE D'HISTOIRE DU BAS-SAINT-LAURENT

.....

En bref

PAUL LAROCQUE

Le prochain numéro de la **Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent** (juin 1996) sera plus volumineux et fortement illustré. Il s'agira de célébrer le 300^e anniversaire de la création de la seigneurie de Rimouski. Plusieurs collaborateurs et collaboratrices dévoileront divers aspects de l'histoire de la ville de Rimouski et de ses environs.



Un nombre élevé de projets ont été soumis à la Corporation du tricentenaire. Plusieurs d'entre eux, soulignons-le, s'adressent aux plus jeunes (niveaux primaire et secondaire). Une campagne médiatique fournira bientôt l'occasion de présenter au grand public une programmation détaillée des activités prévues.



Toujours à Rimouski, signalons l'évolution lente, mais méthodique du dossier relatif au déménagement et à l'aménagement de la maison Gauvreau. Un comité bi-partite impliquant la municipalité et le Musée régional coordonne la préparation d'un dossier technique dont les principaux éléments seront dévoilés au cours de l'hiver.



À Rivière-du-Loup, les 2, 3 et 4 juin 1995, le colloque de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec a attiré plus de 300 participants. La Société d'histoire et de généalogie, présidée par Jeannine Ouellet Boucher, a accompli une tâche d'organisation considérable. La majorité des communications ont été consacrées à l'histoire de Rivière-du-Loup et de sa région immédiate. Le plus récent bulletin (septembre 1995) de la dite société contient, en plus des rubriques habituelles, un plan détaillé des rues de Rivière-du-Loup en 1918, dessiné par René Viel.



Parmi les expositions présentées cet automne au Musée du Bas-Saint-Laurent de Rivière-du-Loup, signalons celle intitulée *Aux limites de la mémoire* jusqu'au 28 janvier 1996, on nous présente le Québec des années 1900-1930 croqué sur le vif par quelques photographes bas-laurentiens.



Le Musée de la Gaspésie a récemment édité **Légendes gaspésiennes**. Présentées en anglais et en français, les

légendes sélectionnées (la légende de la tête d'indien, la gougou, le vaisseau-fantôme, etc.) ont été illustrées à même une collection de trente-quatre oeuvres généreusement données au musée par Claude Picher, peintre figuratif reconnu, résidant à Matane. Le tout compose un ensemble haut en couleurs. De la belle édition!



La revue **Gaspésie** fera bientôt l'objet d'une relance après deux années de silence. Orchestrée par la Société historique de la Gaspésie, une campagne de financement a connu un vif succès. Signalons que le contenu de la nouvelle revue ménagera une large part aux actualités régionales et aux réflexions liées à la problématique du développement régional. On prévoit livrer un premier numéro en mars 1996.



Après avoir écrit, en 1986, un premier roman historique intitulé **Grand-Métis**, Jean Larrivée vient de publier un deuxième ouvrage à saveur historique **La femme de cap Gaspé** qui relate le drame vécu par plusieurs familles qui ont été expropriées pour créer le parc national Forillon au début des années soixante-dix. L'action de ce roman intimiste, dont le personnage principal est Élisabeth Godfrey, se déroule à Gaspé, au parc national Forillon, mais aussi à Montréal, à l'île Jersey et en France. On peut se procurer un exemplaire (12\$ tout inclus) en écrivant aux Éditions du Corbeau, 678, 2^e rue Rimouski-Est G5L 1L4.

.....

Des livres à lire!

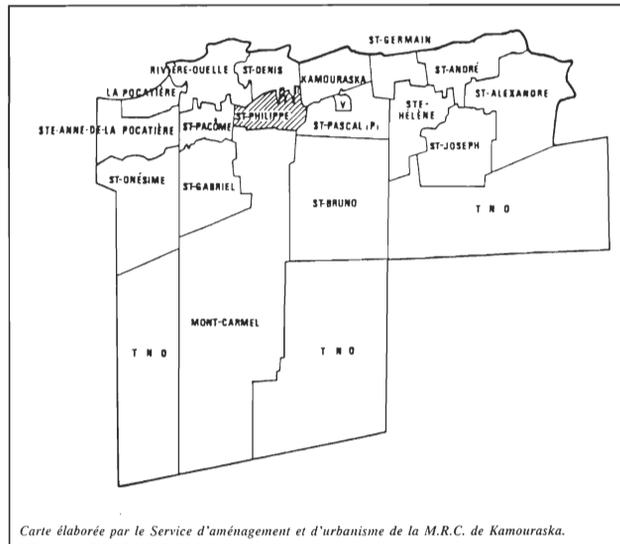
Les gens du Kamouraska se souviennent...

Au cours des dernières années, de nouvelles monographies ont été publiées par des citoyens de la région du Kamouraska qui voulaient se souvenir de leurs ancêtres et de leur histoire à l'occasion de fêtes soulignant le centenaire, le 125^e ou le bicentenaire de leur paroisse ou village. Ce qui nous frappe lorsque nous lisons ces monographies, c'est le travail ardu des bénévoles ayant oeuvré à la recherche et à la rédaction et qui ont utilisé, la plupart du temps, une méthodologie rigoureuse en prenant soin d'indiquer les références pour les lecteurs désireux d'en apprendre davantage.

En général, les tables des matières des monographies se ressemblent d'un ouvrage à l'autre: les rédacteurs traitent des origines du village, de l'arrivée et de l'installation des premiers défricheurs, de la vie religieuse, scolaire, culturelle, sociale et municipale, de l'évolution de l'agriculture et de l'industrie, des principales professions, des institutions, des gens qui ont laissé leur marque. Une section importante est consacrée à l'histoire des familles avec plusieurs photos à l'appui.

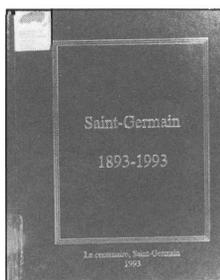


Dans le livre **Mémoires d'un canton. Saint-Bruno de Kamouraska 1893-1993**, Hervé Voyer et Josée Émond, les auteurs principaux, nous racontent dans la première partie la petite histoire



Carte élaborée par le Service d'aménagement et d'urbanisme de la M.R.C. de Kamouraska.

des premiers arrivants, des squatters venus s'installer dans le canton de Woodbridge. La politique municipale retient leur attention, sans oublier les aspects religieux, incontournables dans ce type de livre, et les souvenirs de classe qui complètent cette section. Plus de la moitié de cet ouvrage de 350 pages est consacrée aux familles qui ont bâti Saint-Bruno et qui continuent d'habiter et de développer ce village de l'intérieur.



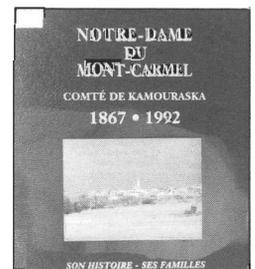
La monographie **Saint-Germain de Kamouraska 1893-1993** totalise 447 pages. Dans la première partie, Jacques Laberge nous présente les premières requêtes pour la fondation de Saint-Germain et l'opposition systématique de citoyens de Kamouraska et de Saint-André qui ne voulaient pas que l'on ampute leur paroisse pour en créer une nouvelle. L'auteur nous renseigne

aussi sur les curés qui se sont succédés, sur les principaux événements tragiques survenus dans la municipalité. Quant à Roger Moreau et ses collaborateurs, ils nous offrent, dans la deuxième partie, un tableau bien illustré des familles de Saint-Germain. Un répertoire des baptêmes, des mariages et des funérailles, préparé par Richard Bossé, saura intéresser les généalogistes et les néophytes.

C'est Ulric Lévesque qui a assumé la direction du livre

Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de Kamouraska 1867-1992, son histoire, ses familles. Pour souligner le 125^e anniversaire de la paroisse, l'auteur a mis à jour les textes qu'il avait publiés en 1967 sous le titre **Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de Kamouraska 1867-1967**.

Réjeanne P. Rivard et Michel Dumais ont aussi participé à la rédaction des sections portant sur le lac de l'Est et sur Le Transcontinental, un chemin de fer qui traverse le village depuis le mois de novembre 1914. Neuf chapitres nous permettent de revivre l'histoire de Mont-Carmel et de ses habitants qui ont semé, bûché, commercé, enseigné, joué et émigré aux États-Unis parfois. La deuxième section, contenant plus de 160 pages, raconte, grâce aux talents d'Elphège Lévesque, les origines et le cheminement des familles. On se surprend à ressentir une émotion parfois vive en tournant les pages de



cet album des familles : plusieurs photos sont saisissantes et les visages en disent long sur la rudesse du quotidien que plusieurs ont dû affronter. À cela s'ajoutent des informations détaillées sur les origines françaises des familles. Comment rester insensible lorsqu'on évoque des noms tels La Rochelle, Caen, Grandville, Le Havre, Tours?

Lorsque l'on emprunte l'auto-route 20, on passe juste à côté de Saint-Philippe-de-Néri sans s'y arrêter la plupart du temps. Ulric Lévesque et ses collaborateurs nous invitent à faire une halte en lisant leur livre **Saint-Philippe-de-Néri 1870-1995. Histoire et familles** divisé en deux parties égales, l'une traitant de l'histoire et l'autre des familles, le tout totalisant 560 pages. Dans la première section abondamment illustrée, l'auteur relate les étapes et les grands moments. On y trouve aussi un chapitre sur le chemin de fer, de la création du Grand Tronc jusqu'à l'interruption des arrêts des trains en 1984 et l'aboutissement final : la démolition de la gare en 1992. C'est un constat plutôt désolant et qui s'est répété dans plusieurs villages du Bas-Saint-Laurent. Cette section se termine par un chapitre assez original nous

proposant un circuit historique où nous retrouvons des informations sur les maisons et les routes de Saint-Philippe-de-Néri. La deuxième section de la monographie est entièrement consacrée aux familles qui se présentent elles-mêmes dans un bref texte accompagné des photos d'usage. Dans l'ensemble ce livre du 125^e anniversaire de Saint-Philippe est rehaussé par le soin que l'on a apporté à la typographie, à l'impression et aux références bibliographiques.

Il faut rendre ici un témoignage particulier à l'immense travail accompli par Jeannine Ouellet-Boucher qui a rédigé, avec l'aide d'une équipe de chercheurs bénévoles, le livre **C'est notre histoire... Saint-André de Kamouraska de 1633 à 1991**, une oeuvre monumentale de 713 pages structurées en 16 chapitres. Non seulement l'auteure nous informe sur Saint-André, mais elle fait souvent référence au contexte historique plus large du Québec. À titre d'exemple, voici un extrait du chapitre sur la vie



agricole :
Dès 1619, les premières bêtes à cornes, des jerseys, arrivent au pays; en 1620, ce sont les ânes et vingt ans plus tard, les oiseaux de basse-cour : coqs et poules. Enfin le premier spécimen de la race chevaline qui ait galopé sur notre sol québécois débarque à Québec le 25 juin 1647 (page 151).

Tous les chapitres ont fait l'objet d'une fouille minutieuse, on y retrouve une foule de statistiques, même aux époques plus anciennes. Dans le chapitre VIII sur la vie industrielle, l'auteur nous fournit des pages très intéressantes sur la Compagnie Desjardins qui a fabriqué des machines agricoles de 1864 à 1991. Quelques pages portent sur les conditions de travail qui prévalaient à la compagnie en 1904 et l'on comprend mieux le rôle essentiel joué par les syndicats. Fait inusité, la monographie ne contient pas la section traditionnelle sur l'histoire et les photos de familles. En annexes, il y a les noms de ceux et celles qui ont participé à la vie du village que ce soit à titre de maires, d'enseignants, de curés, de marguilliers, d'inspecteurs d'écoles etc. Un livre remarquable!

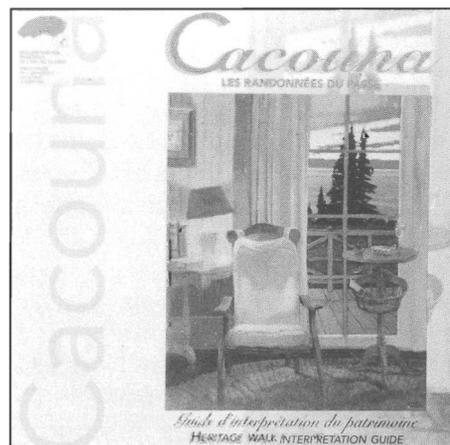
Jean Larrivée, agent de recherche au GRIDEQ

Lynda Dionne et Georges Pelletier,

Les randonnées du passé,

Québec, Les Éditions Continuité, 1995, 72 p.

À Cacouna, de nombreux cottages et villas d'architecture pittoresques parsèment les boisés sur la falaise dominant le fleuve Saint-Laurent. Ces demeures d'été furent construites, pour la plupart, à l'époque romantique et leurs aménagements sont en lien étroit avec la nature. Dès, 1840, les bains de mer et les plages réputés de Cacouna ont fait venir ces villégiateurs anglo-canadiens de Québec, Montréal et Toronto. De vastes hôtels, aujourd'hui détruits, avaient été construits pour accueillir les nombreux visiteurs à leur descente des bateaux



de croisière tout comme à l'arrivée des trains.

Une brochure intitulée **Les randonnées du passé** vous fera découvrir Cacouna à travers ses maisons traditionnelles, villas, cottages et hôtels. Vous verrez comment l'avènement du tourisme au 19^e siècle a modifié la vie de ses habitants principalement des agriculteurs. Leurs demeures agrandies pour accueillir des locataires saisonniers se sont embellies de grandes galeries et de nombreuses dentelles décoratives. Dans leurs

voisinages, se retrouvent de petites maisons ou fournils où l'habitant s'installait avec sa famille durant la belle saison.

Cette brochure trace l'évolution de Cacouna et l'influence du fleuve sur son développement. Les auteurs, Lynda Dionne et Georges Pelletier, habitant eux-mêmes Cacouna, s'intéressent depuis plus de vingt ans à l'histoire de leur village. Avec le début d'un projet d'implantation d'un circuit patrimonial par la municipalité du village de Cacouna en 1992, ils ont rencontré plusieurs personnes qui leur ont raconté leurs souvenirs sur l'époque de la villégiature. En plus d'une recherche documentaire élaborée, ils ont recueilli de nombreuses anecdotes afin de reconstituer l'histoire du tourisme à Cacouna.

La Chambre de Commerce de Cacouna a parrainé la production de cette brochure. Le ministère de la Culture et des Communications du Québec, avec les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna, le Comité socio-culturel de Cacouna, l'Association touristique du Bas-Saint-Laurent et le député du comté Mario Dumont se sont engagés financièrement dans sa production. Les Éditions Continuité de Québec assure la réalisation de la brochure.

Cette publication écrite en français et en anglais, est un outil de développement touristique et éducatif pour la région. Les principaux organismes de Cacouna comptent relancer l'intérêt des visiteurs en les invitant à découvrir Cacouna et son passé. Au fil des pages, vous découvrirez plus d'une quarantaine de bâtiments qui ont marqué son histoire.

La brochure comporte 72 pages de format carré (8,5 X 8,5) avec pages intérieures glacées et comprenant une couverture de carton souple imprimé

sur un côté en quatre couleurs et verni. On y retrouve 53 photographies, 15 gravures anciennes et le texte des 28 panneaux, puis la traduction anglaise de chacun de ces textes, une carte, les repères chronologiques et un bref historique pour replacer la villégiature dans l'ensemble du développement de Cacouna.

Elle sera rendue disponible dans les divers bureaux d'information touristique de la région, dans certains commerces de Cacouna ainsi qu'aux bureaux municipaux au coût de 8,50\$ taxes incluses.

Hélène Leclerc pour la Chambre de Commerce de Cacouna et le Comité de la brochure

C R É E R, C'EST PERMIS.

La culture s'exprime par la langue, l'histoire, l'éducation, les arts. Elle stimule les créateurs et nourrit leur imaginaire. Elle leur permet de dire au monde que nous existons. Elle permet d'affirmer notre différence.



D'assurer notre continuité. C'est pourquoi les caisses Desjardins appuient la création et la diffusion d'œuvres de création dans de nombreux domaines.



Desjardins
Bas-Saint-Laurent

 **Desjardins** pour s'aider soi-même

OUI
et ça devient possible
devenait

NON
et ça devient évident

À vous de jouer...

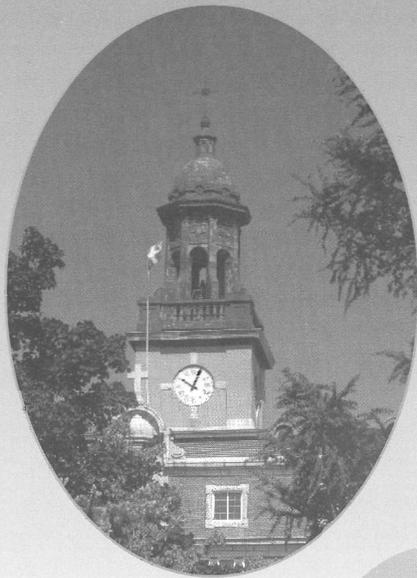


*L'UQAR
un fleuve
de différences*

L'Université du Québec à Rimouski offre un large éventail de programmes de 1er cycle et plusieurs programmes de 2e et de 3e cycles dans ses domaines d'expertise.

Pour en savoir plus sur nos programmes, communiquez avec le
Service des communications,
Université du Québec à Rimouski,
300, allée des Ursulines,
C.P. 3300, Rimouski (Québec)
G5L 3A1.
Téléphone : (418) 724-1446

 Université
du Québec
à Rimouski



 **Cégep de
Rimouski**

*Une tradition
de plus de 125 ans
qui se poursuit.*

Dans le cadre de son nouveau programme d'Aide à la restauration du patrimoine religieux, le ministère de la Culture et des Communications contribuera dès 1996 à la mise en chantier de travaux visant la conservation et la mise en valeur du patrimoine mobilier et immobilier lié au domaine religieux.

La démarche de partenariat entreprise par le Ministère avec les différentes traditions religieuses et les autres partenaires des milieux de vie québécois permettra aux témoins privilégiés de l'histoire du Québec que sont les oeuvres d'art et bâtiments religieux d'affirmer pleinement leur importance comme héritage collectif de premier plan dans le paysage culturel québécois.



Gouvernement du Québec
**Ministère de la Culture
et des Communications**
Direction du Bas-Saint-Laurent



**Hydro-Québec
est fière
de contribuer
à la préservation
de notre mémoire
collective.**

**Hommages
à ses artisans!**

 **Hydro
Québec**

L'énergie qui voit loin



L'Histoire...

*Une communication soutenue
avec les bâtisseurs de
notre patrimoine*



QUÉBEC-TÉLÉPHONE

Le télécommunicateur

Achévé d'imprimer sur les presses de :
Impressions des Associés inc. - Rimouski
Janvier 1996